

N° 49 | DU VENDREDI 3 AU JEUDI 9 DÉCEMBRE 2010

BAKCHICH

SATIRE JUSTE

WIKILEAKS

LE SITE QUI AFFOLE L'AMÉRIQUE



PRÉSIDENTIELLE

**Les perroquets
de Ségolène Royal**



**MARSEILLE, LES CITÉS
LIVRÉES AUX DEALERS**

Dans les quartiers nord, l'avenir oscille entre misère et emplois aidés. Quand le trafic peut rapporter jusqu'à 40 000 euros par jour et par cité...

PRESSE

**Remue-ménage
au « Nouvel Obs »**

Et sur Internet
BAKCHICH
.Info

L 13723 - 49 - F: 1,50 €





POUR NOËL,
OFFREZ
BAKCHICH !

Les lecteurs de *Bakchich* ne sont pas obéissants, c'est pour cela qu'ils nous lisent. Pas obéissants ? Il y a quelque temps, nous leur avons donné l'ordre de courir massivement au kiosque pour y acheter *Bakchich Hebdo*, le journal qui satire juste ; à défaut de s'abonner à tour de bras. En effet, Hortefoux vous le confirmera, les rues ne sont pas sûres, mieux vaut laisser le facteur ou le PDF faire la livraison. En plus, danger, voilà la neige et le verglas.

Du côté de nos abonnements, le niveau monte. Christine Lagarde dirait « *de façon significative* ». Dans les kiosques – outre le fait que nos amis vendeurs de journaux ont trop tendance à nous planquer derrière *l'Équipe* ou *Rustica* –, la vente ne suit pas encore une courbe suffisamment satisfaisante pour que nous postulions à un siège au Medef. Pourtant, notre groupe (mais oui !), plein de vitalité, regorge de beaux projets.

Alors que le site *Bakchich.info* grimpe encore en audience, notre radicelle *Bakchich.tv* plaît aujourd'hui plus qu'hier et bien moins que demain. Un vrai succès de notre temps, celui des images. Pis, *Bakchich* replonge vers l'origine de son nom, l'Orient lointain, en lançant, sur Internet, *la Lettre du Sud*, qui sera notre WikiLeaks, un robinet à petits et grands secrets canalisant aussi ceux de l'Afrique et du monde arabe.

Pour faire tout cela à l'écart de la pensée vitrifiée, il faut aimer la liberté de dire et d'imprimer, aimer l'information et le devenir commun des hommes. Ce que nous tentons de faire avec plus de volonté que de moyens. Pour continuer de vivre avec nos rêves qui sont les vôtres, il nous faut des sous. Ils ne viendront pas de Lagardère, qui vient d'embaucher Denis Olivennes, le dernier responsable du coulage du *Nouvel Obs*. Notre argent, il est encore chaud dans votre poche. Achetez une luge et glissez au kiosque. Et, pour Noël, chantez tous : « *Il est abon-né, le divin enfant.* » Merci à tous ✱

LA RÉDACTION

“ **Dominique Strauss-Kahn ferait un bon Premier ministre.** ”

Ségolène Royal, au 20 heures de France 2, le 30 novembre 2010.

COULISSES



VIVE LA CALINOTHÉRAPIE !

C'est le dernier chic : ce qui permet de relancer la croissance, c'est la confiance. Et donc plus les nouvelles économiques sont mauvaises, plus nos dirigeants éprouvent le besoin d'en rajouter dans la « calinothérapie ». La reine de l'exercice est incontestablement Christine Lagarde. Depuis que le bruit court que son maintien à Bercy a permis d'économiser 0,3 à 0,5 point de taux d'intérêt, elle ne se sent plus. Résultat, quand d'aucuns annoncent que, après l'Irlande, viendra le tour de l'Espagne, puis de l'Italie et de la France, Bercy brandit son arme magique : jamais, Christine est là. Est-ce que ce monde est sérieux ? C'est ce que chante Francis Cabrel à propos des Espagnols et ce que les Espagnols pourraient dire à propos de la dérive de l'euro. Pourtant, tout le monde est d'accord : pour éviter les drames sur les dettes publiques en Europe, point n'est besoin d'invocation magique de la confiance. Il faut et il suffit qu'on annonce une bonne fois pour toutes que la Banque centrale européenne

épongera les dettes, quoi qu'il arrive. Comme le fait la Réserve fédérale aux États-Unis. Ensuite, on pourra toujours régler les comptes entre Européens, au calme, sans aucun couteau sous la gorge.

UNE RIGUEUR... JUSTE

Évidemment, régler les comptes, ne nous y trompons pas, cela voudra dire augmenter les impôts. Certes, préparant la grande manif du 15 décembre à Bruxelles, les syndicats ont déjà dénoncé la politique d'austérité ; mais ils confirment dans leur communiqué « *la nécessaire réduction des déficits* ». Bref, c'est parti comme pour les retraites. Bien sûr, il faut la rigueur, mais il faut qu'elle soit juste. Et pendant que l'on dissertera sur ce qui est juste, Christine la confiance, tout sourire dehors, taillera dans le budget en espérant que Trichet continue à acheter à tour de bras des titres de dette grecs, espagnols, irlandais, portugais et... français ! ✱

ALCESTE

ÉLECTIONS TRUQUÉES, QUI VA GAGNER EN HAÏTI ?



LES TROPHÉES

Les penseurs de la semaine

Voilà des hommes politiques français bien placés. Comme chaque année, le journal britannique *Foreign Policy* publie son classement des 100 « penseurs » mondiaux. « *Oh My God !* » **Cécile Duflot** est en 32^e position. « *Damn !* » **Jacques Attali** occupe la 47^e place et **Christine Lagarde** le 22^e rang ! « *Jesus !* » **DSK** est deuxième ! Pas de Sarkozy, en revanche. Perfide Albion !

Le pilote de la semaine

Voilà un homme bien maladroît. Alors qu'il tentait d'ajuster son siège, un **copilote d'Air India Express** a commis une sacrée bourde. Ce faisant, le malheureux a poussé par mégarde le manche de l'appareil et a fait piquer l'avion de 2 000 mètres ! La centaine de passagers et les membres d'équipage ont eu la frayeur de leur vie. Voilà désormais le copilote sur un siège éjectable.

La dénonciatrice de la semaine

Voilà une mère bien déterminée. Une **femme russe** ne voulait pas, mais alors pas du tout, que sa fille épouse son fiancé marocain. Au moment où sa progéniture devait prendre l'avion pour aller se marier dans le pays de l'écu de son cœur, la maman a appelé la police pour la prévenir que sa fille s'apprêtait à commettre un attentat à la bombe. Le vol a été annulé. Mais pas le mariage. Nous lui conseillons d'être moins raciste, c'est plus facile à vivre.

L'ennui de la semaine

Voilà un jour bien barbant. Pas d'événement majeur, pas de naissance ou de décès d'une personne connue ou importante. Rien. Le **11 avril 1954** aura été le jour le plus insipide du siècle en matière d'actualité. C'est une étude des scientifiques de l'université de Cambridge qui le dit. On n'y aurait pas pensé ✱



UNE ROYAL TRÈS SÉGAULLIENNE

POUR TOUJOURS ET À JAMET

Inclassable et décapant, l'écrivain et journaliste Dominique Jamet a notamment collaboré à *l'Aurore*, *le Quotidien de Paris* et *Marianne*.

On l'avait cru calmée. Assagie. Douchée. Ligotée. Paralysée. Disciplinée. Le petit doigt sur la couture du pantalon de chez le bon faiseur. Rentrée dans le rang, autant dire remise à sa place, qui n'était pas la première. Bonne camarade, en tout cas résignée à le paraître. Unitaire pour deux, trois et plus si affinités. Raisonnable. Responsable. Enfin...

Ségolène est de retour, telle qu'en elle-même l'adversité, les épreuves,

les mécomptes, les ricanements, les lâchages ne l'ont pas changée. Bien décidée à ignorer les consignes et les combines du parti auquel elle adhère si peu, à chambarder l'absurde calendrier de ces étranges primaires auxquelles personne ne croit, à commencer par leurs organisateurs, à bousculer les petits arrangements entre ennemis de la veille, associés du jour, rivaux du lendemain, quitte à tout casser dans le magasin de porcelaine où se meu-

Retour

SOMMAIRE



APÉRO
LES FAITS SAILLANTS
DE L'ACTUALITÉ

P. 3 Amis de Ségolène, préparez vos stylos. Extraits des éléments de langage adressés aux partisans de la dame du Poitou pour justifier sa candidature à la candidature PS.
P. 3 Le chef de la police de proximité serre les boutons. Un bon flic, c'est d'abord un bel uniforme. Rompez !



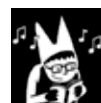
FILOUTERIES
NOS ENQUÊTES
ET NOS DOSSIERS

P. 5 Marseille sous les bombes. Contre une illusoire paix civile, politiques et policiers ont laissé les quartiers nord aux dealers.
P. 6-7 WikiLeaks, le site qui ébranle les États-Unis. Petit cours de rattrapage pour ceux qui auraient loupé les précédents épisodes de l'histoire de ce nouveau média hautement subversif.
P. 8 Philippe Séguin, l'amour à mort. Comment l'héritage de ce gaulliste pur jus est récupéré partout et par tous.



BAZAR
ENVIRONNEMENT, MÉDIAS,
CONSO, SPORT, PIPOLES...

P. 9. L'Ademe épinglée par la Cour des comptes. Sus au gaspillage durable !
P. 10 Denis Olivennes quitte le Nouvel Obs. Une nouvelle qui ne fera pas que des malheureux.
P. 12 À Paris, l'ambassadeur américain fait ce qu'il veut. N'en déplaise à Bertrand Delanoë.



CULTURE
BOUQUIN, CINÉMA,
MUSIQUE, BÉDÉ...

P. 13 Un chouette livre sur les mots un peu débiles qui nous entourent.
P. 14 DSK squatte les librairies.
P. 16 L'homme qui voulait la SNCF.

vent si gracieusement les éléphants zoocalistes. De mettre laborieusement au point un programme de gouvernement, elle n'a cure. D'idées, elle n'a guère et s'en passe fort bien. On pourrait aller jusqu'à dire qu'elle s'en fout... royalement. La championne de la démocratie participative ne pratique pas le jeu collectif. « *Moi, dis-je, et c'est assez* », proclame, farouche, la Médée de Corneille. Qu'on se rallie à son rose panache, c'est tout ce que demande la fée Mélusine du Poitou-Charentes. Ségaullienne, Mme Royal joue le peuple contre les appareils, la province contre Paris, l'onction mystérieuse du suffrage universel plutôt que l'investiture partisane, le sentiment plutôt que la raison, le coup d'éclat permanent plutôt que le patient travail dans l'ombre. Elle a pour elle l'allure, le courage, le désir. Mais celui-ci a-t-il un avenir ? Elle a l'ambition. A-t-elle la capacité ? ✱



HORTEFEUX habille ses poulets pour l'hiver

SAPES Les policiers, quand ils ne zigouillent pas à coups de Taser, sont priés de rester courtois et de faire honneur à leur uniforme. Extraits d'une note drolatique.

Alain Gardère est un policier, il n'a donc que des qualités. La principale est d'avoir soutenu Nicolas Sarkozy en 2007, ce qui était le bon choix. Il est aujourd'hui directeur de la sécurité de proximité de l'agglomération parisienne, la Spap, dont il est le Saint Père. Ce fonctionnaire exemplaire se soucie fortement des « tenue et comportement » de ses subordonnés. Il a donc rédigé une note serrée de huit pages pour expliquer à son exemplaire troupe comment elle peut l'être davantage (lire également notre papier page 11 sur le malaise des policiers). Attention, bouclez votre ceinturon, ça commence petit mais ça finit grand.

« Les fonctionnaires de police doivent, pour accomplir leurs fonctions, être revêtus de leur tenue d'uniforme et munis de leur carte de service. » Précision utile pour ne pas confondre un flic avec le facteur Besancenot. « Par ailleurs, lors d'opérations de police, à défaut d'être revêtus de leur tenue d'uniforme, ces fonctionnaires doivent être porteurs, de façon visible, de l'un des moyens matériels d'identification dont ils sont dotés... » Même pendant les manifs?

CHAUSSETTES ROSES INTERDITES

Dans la bonne tenue, tout ce qui est fantoche est réglementé, même « les gilets tactiques et les étuis de cuisse ». Bakchich approuve, laissons la tactique au gendarme, c'est son essence, mais quid de « l'étui de cuisse » dont on ignore ce qu'il est, si ce n'est qu'il renferme le meilleur morceau du poulet? Il fait froid? Bien fait! « Le port de

l'écharpe n'est pas prévu. » Les chaussettes (le chef Gardère oublie de préciser « sans clous ») seront unies dans le bleu marine, le noir ou le gris foncé. Sachez donc qu'un policier en chaussettes roses n'est pas un flic, c'est Michou. Tête près du bonnet, la casquette se porte sur le crâne et ne doit pas « pendre négligemment accrochée à l'arme de service ».

Selon notre ami directeur et pondeur de note, c'est la « tenue impeccable qui donne une bonne image de la police ». Les cheveux, « en rapport avec la fonction », font l'objet d'une longue explication. Ici, pas de fantaisie: « Le front, les tempes, le tour des oreilles et la nuque doivent être dégagés. Les barrettes et autres apports visibles sont interdits. Il en est de même pour toute coloration. »

Pour les femmes à cheveux longs, pas le choix, c'est le chignon. Il doit être d'une « couleur compatible avec l'uniforme ». « Sculptures sur les cheveux [je n'invente rien], nattes, queue-de-cheval, cheveux non attachés », c'est non. Sans fard, la dame policière ne peut être maquillée que « sobrement ».

Quand il n'est pas en uniforme mais en mission, déguisé en civil, le policier n'est pas au bout de ses peines: pas de short ou de bermuda ni de marcel. Pas de mélange non plus. Par exemple, il ne faut pas porter de casquette de flic en maillot de bain!

PAS DE COUP DE FIL À SA FEMME

Arrivons-en aux sévices de la note: « Les policiers ne doivent ni fumer ni manger à la vue du public » et, faut-il le préciser, pas d'alcool ou de petits coups au bistro non plus. Le policier ne téléphone pas à sa femme, à sa maîtresse ou à son chien: « Cette gestion intempestive de la vie privée altère largement la qualité et l'image de la fonction policière. » Et je ne vous parle pas des iPhone et autres boîtes à musique qui sont le diable. Heureusement, en dehors de son service, le policier peut s'exprimer librement « dans les limites résultant de l'obligation de réserve ». Mais pas question de débloquent sur Internet avec des photos, des dessins ou des vidéos. Enfin, il lui est interdit de faire commerce des insignes de police, crime de simonie.

Bravo au directeur Alain Gardère, et merci. En ces temps où le spectre de la grande criminalité nous fait frissonner, il est rassurant de savoir que des femmes policiers ne se cachent pas derrière une paire de moustaches *

JACQUES-MARIE BOURGET



Paris, le 01 septembre 2010 NOTE D.S.P.A.P à TOUS CHEFS DE SERVICE

OBJET : Tenue et comportement des fonctionnaires

(...) port de barbe, collier, bouc, mouche etc... ou exemption de rasage, relève d'une autorisation médicale spéciale

(...) les boucles d'oreilles, anneaux, piercings, pierres précieuses et métaux incrustés, ou implants sous la peau (...) sont interdits

(...) Les lunettes de soleil ne font pas partie des attributs de la tenue d'uniforme.

La tenue civile. (...) Pour des raisons évidentes de bienséance, le port de shorts et autres bermudas ou débardeurs ne saurait être toléré.

Le Directeur de la Sécurité de Proximité de l'Agglomération Parisienne ALAIN GARDERE

↑ Extraits de la note rédigée, le 1^{er} septembre, par Alain Gardère, chef de la police de proximité francilienne.



CHEF SCOOP

LES SÉGOLÉNISTES EN ORDRE DE MARCHÉ

Dans un e-mail du 29 novembre, à la veille de l'annonce de la candidature de Ségolène Royal aux primaires du PS, son directeur de cabinet, Alexandre Godin, envoie à la quinzaine de proches de Royal un argumentaire. Le voici.

1) Pourquoi SR est-elle candidate ?

Le sens de cette déclaration de candidature, c'est que la gauche doit se remettre en mouvement dès à présent.

2) Pourquoi a-t-elle choisi ce moment ?

Sa décision a été longuement et mûrement réfléchi. L'adoption de la réforme des retraites et le faux-remaniement ont ouverts une nouvelle phase : il ne faut pas laisser le champ libre à la droite. Elle a l'expérience d'une campagne présidentielle.

Najat Belkacem, adjointe au maire de Lyon, et Guillaume Garot, député et porte-parole de Royal, membres du premier cercle royaliste, ont bien appris la leçon. La candidature de Royal, « c'est une façon de lancer le mouvement », a annoncé Najat. Sur Mediapart, Garot prédit qu'il faut « faire mouvement et en finir avec une gauche repliée sur elle-même... »

Sur France Inter, lundi matin, Royal assure: « Je ne me mets en mouvement contre personne. » La députée Delphine Batho, auteur de la note, radote sur le site du Point: « Cette décision de se lancer maintenant est mûrement réfléchi. »

Idem pour Garot, sur La Chaîne Parlementaire: « C'est une décision qu'elle a mûrie depuis des mois. »

Dans un communiqué, Delphine nous mène en Batho: « La situation politique, avec l'adoption de la réforme des retraites et le faux remaniement, impose que la gauche se mette enfin en mouvement. »

Côté expérience politique, Michèle Delaunay bafouille sur son blog: « Candidate désignée, choisie des militants en 2007, elle n'a aucune raison de s'exclure du jeu. » Dominique Bertinotti, maire du IV^e à Paris, est plus simple: « Ségolène a déjà l'expérience d'une candidature à la présidentielle, d'une campagne présidentielle. »

Garot, décidément bon élève, est un as de la dictée: « Si Ségolène Royal se présente comme cela, c'est qu'elle parle d'expérience. »



3) Est ce une réponse aux déclarations récentes de Martine Aubry ?

Ségolène a eu l'occasion de dire (...) que oui il y a une entente pour que tout le monde se rassemble (...). C'est cela le dispositif gagnant. L'unité ce n'est pas l'anesthésie du débat.

4) Qu'est-ce qui distingue sa candidature ?

(...) elle montre comme Présidente de la région Poitou-Charentes que l'action publique peut concrètement changer les choses, par exemple dans le domaine de la croissance verte ou avec le pacte pour l'emploi des jeunes.

Le « dispositif gagnant », c'est la sérénade des royalistes. Belkacem, lundi dans le JDD, a vanté l'adhésion « à un dispositif gagnant pour le Parti socialiste ». Mardi soir sur France 2, Royal évoquait quant à elle « la mise en place d'un dispositif gagnant ».

Ultime récita, le bilan de la dame du Poitou à la région. Dominique Bertinotti, sur BFM TV: « Elle a fait de sa région un véritable laboratoire d'expérience novatrice. » Batho a fait savoir aux rédactions que Ségolène « montre tous les jours comme présidente de la région Poitou-Charentes que l'action publique peut concrètement et vraiment changer les choses ».

Mais c'est encore le porte-parole, Guillaume Garot, qui, par deux fois, à Mediapart et sur LCP, a dignement complété ses consœurs grâce au « pacte sur l'emploi ou sur la croissance verte » pour la presse écrite et un magnifique numéro télévisé: « Les Français attendent de nous que nous soyons convaincants et précis sur des sujets comme l'emploi des jeunes, la croissance verte » *



MARC GAUTHIER



Les échos de Paul Vermus

Ne le répétez pas à mes amis du Flore...

Nicolas Sarkozy, qui n'aime pas remercier ses collaborateurs, doit se faire une raison. Après Pierre Charon, qui a quitté l'Élysée pour le Conseil économique et social, c'est au tour de **Catherine Pégard**, conseillère politique, d'être sur le départ.

Tête-à-tête inattendu dimanche soir chez Lipp. **Hervé Morin**, l'ex-ministre de la Défense et président du Nouveau centre, dînait en compagnie de **Christine Boutin**, la présidente des chrétiens-démocrates. Est-ce à dire qu'ils vont s'unir pour 2012 ? P.S. : le ténor du barreau Francis Szpiner les a rejoints...

Ironie du sort, **Maurice Leroy** vient d'être nommé ministre de la Ville alors qu'il est le président du conseil général du Loir-et-Cher, département le plus rural de France. Mais, bonne nouvelle, il ne sera pas logé dans les bâtiments vétustes qu'occupait Fadela Amara, mais au 35 de la rue Saint-Dominique, dans le très chic VII^e arrondissement parisien.

Sous le pseudonyme de Judas, **André Bercoff** va publier *Pourquoi Sarkozy va partir*, un roman de politique-fiction dans lequel on apprend que le Président ne se représentera pas en 2012

et passera le relais à son Premier ministre, François Fillon.

Alors que **Jean-Louis Debré**, le président du Conseil constitutionnel, s'apprêtait à remettre la semaine dernière une Marianne d'or au maire de Colombey-les-Deux-Églises, **Jacques Chirac** a appelé son plus fidèle ami sur son portable afin de joindre le récipiendaire pour le féliciter.

Rama Yade, qui a refusé la fonction de porte-parole de l'UMP, pourrait bien animer prochainement une émission interactive sur Europe 1.

Jean-Claude Gaudin, le maire de Marseille, n'a pas perdu l'appétit, malgré les récents heurts qui ont frappé sa ville et malgré les remontrances que lui a faites Brice Hortefeux. Le premier magistrat de la cité phocéenne n'a pour autant pas déserté sa cantine, le restaurant des Trois Forts, à l'étage du Sofitel. Avec vue imprenable sur l'entrée du Vieux-Port.

Isabelle Alonso, ex-présidente des Chiennes de garde, revient à la télé avec une émission diffusée sur le site Internet AUFÉMININ.COM. Titre de son magazine : *la Preuve par meuf*.

Philippe Torreton a officiellement démissionné de ses fonctions d'adjoint au maire de la ville de Paris. En vérité, depuis 2009, l'acteur n'a participé qu'une seule fois, en février, au conseil de Paris. Au prix où il était payé (4 000 euros par mois), on peut parler d'emploi fictif. Christophe Girard et Bertrand Delanoë lui ont fait comprendre, en termes diplomatiques, que la sagesse était de partir... Message reçu.

Airy Routier, l'auteur de l'article sur le fameux SMS de Sarkozy à Cécilia et journaliste à *Challenges*, publiera en janvier *Philippe Courroye, enquête sur un juge au-dessus de tout soupçon*. L'auteur décrit le parcours de ce provincial ambitieux, souvent incontrôlable, aux méthodes contestées et parfois même sanctionnées, notamment sur sa gestion de l'affaire Woerth-Bettencourt.

Que sont devenus les ordinateurs dérobés dans les bureaux de **Rue 89** ? Selon le directeur du site Internet, Pierre Haski, il s'agit d'un cambriolage crapuleux : « Il n'est pas crédible d'imaginer que les labos de la DCRI décortiquent les disques durs. De toute façon, aujourd'hui, il n'y a pas un journaliste digne de ce nom qui conserverait des documents sensibles sur son ordinateur, d'autant que la DCRI a les moyens d'entrer dans un ordinateur sans commettre d'effraction » ✱

LES COULISSES DU POUVOIR



NKM recule pour mieux sauter

Quitter le conseil régional d'Ile-de-France pour mieux le retrouver, c'est le pari de Nathalie Kosciusko-Morizet, qui a démissionné de son poste à la région pour « se consacrer pleinement » à son portefeuille ministériel à l'Écologie, et qui ambi-

tionne d'être, en 2014, la candidate de la droite aux prochaines régionales. Elle a déjà rencontré Roger Karoutchi, qui la soutiendra si c'est elle, « mais ne lèvera pas le petit doigt si Péresse ambitionne d'y aller », ajoute une huile de l'UMP. Un combat de filles, ça promet.

Cocos et souverainistes, même combat ! Maudite Europe ! La voilà qui brouille les cartes du jeu politique à l'Assemblée, au détour d'une proposition de loi anodine des députés communistes aux accents souverainistes. L'objectif ? Limiter les intrusions de la Commission européenne, accusée de vouloir mettre son nez dans nos petites affaires budgétaires. De quoi ravir les députés gaullistes de la majorité, l'aile gauche socialiste et Nicolas Dupont-Aignan, dans une union insolite. La très droitière maire UMP d'Aix-en-Provence, Maryse Joissains-Masini, a vivement soutenu l'initiative des cocos. En réunion interne des députés PS, certains ont convenu que la proposition était « démagogique », mais certains ont admis « sa portée symbolique ». Pour sortir du traquenard, la solution était toute trouvée : « S'en tenir à une approche plus technique du sujet. » Ah, la bravoure !

Le couac de Patrick Ouart

Pianiste émérite marié à Hélène Mercier, une concertiste de talent, Bernard Arnault n'apprécie guère les fausses notes. Pourtant, Patrick Ouart, ancien magistrat et membre de son équipe de direction au sein du groupe LVMH, vient de faire un joli couac. Pour régler une affaire politiquement sensible, mais privée, Patrick Ouart, ancien conseiller justice de Nicolas Sarkozy, a utilisé, dans un courrier, sa qualité de membre du groupe Arnault et s'est domicilié avenue Montaigne, au siège de la société. Grimace de Nicolas Bazire, le directeur général de LVMH. C'est cet ancien dir' cab' de Balladur qui a accueilli Ouart dans le groupe. Un vieux compagnon puisque Bazire a connu le magistrat en 1993 au cabinet de Sa Suffisance et qu'ils ont fait ensemble la campagne de la présidentielle de 1995, entourée de soupçons de rétrocommissions. C'est aussi pour continuer de chouchouter Ouart, qui connaît bien des secrets, que Bazire a accueilli son pote dans l'univers du luxe, où l'on déteste les fautes de goût.

Juppé aux abonnés absents

Baptême du feu exemplaire. Alain Juppé était absent pour défendre ses deux premiers textes à l'Assemblée, depuis sa prise de fonction. Le ministre de la Défense était à Bordeaux, lorsque les propositions de loi sur la piraterie maritime et les armes de destruction massive sont passées dans l'Hémicycle. C'est Patrick Ollier, ministre chargé des Relations avec le Parlement, qui a dû s'y coller. Ah oui, c'est vrai, Alain Juppé avait dit qu'il ne laisserait pas tomber les Bordelais ! ✱



ENFIN UN MORT PAR TASER EN FRANCE !



La scoop est pleine

L'info. « Édouard Balladur : "Le financement en espèces n'a nullement été inventé par moi" », le *Journal du dimanche*, 28 novembre.

Le décryptage. Dans l'affaire Karachi, l'hebdomadaire assurait qu'il publiait des « extraits d'un document secret que le président de l'Assemblée nationale, Bernard Accoyer, refuse de transmettre à la justice mais que le JDD s'est procuré ». Il s'agissait de l'audition d'Édouard Balladur devant la mission d'information de l'Assemblée nationale sur le sujet. Mais, comme l'a relevé Arrêt sur Images, de scoop il n'en est point. La transcription de l'audition de l'ex-Premier ministre était en effet dans les annexes du rapport de la mission parlementaire au mois de mai. Mieux vaut tard que jamais.

Abbasourdi

L'info. « Exclusif : Abba se raconte », les *Inrockuptibles*, 24 novembre.

Le décryptage. L'hebdomadaire offre sa couverture et six pages au mythique groupe Abba. L'article explique : « On peut maintenant l'avouer : on aime ce groupe au tout premier degré. » Puis suit un entretien sans concessions. Exemple : « Vous avez enregistré tant de chansons qui sont devenues des tubes... Aviez-vous une formule magique ? » C'est sans doute un hasard mais, quelques pages après, on trouve une pleine page de pub pour Abba, *The Definitive Collection*, une compilation des chansons du groupe. Avec une phrase d'accroche redoutable : « On peut maintenant l'avouer : on aime ce groupe au tout premier degré », signée par les *Inrockuptibles*. De l'art de faire rentrer des budgets pub.

Abus d'indépendance

L'info. « TF1 et Bourdin, c'est bientôt fini », le *Parisien*, 24 novembre.

Le décryptage. Le quotidien révèle qu'en raison des mauvaises audiences, l'émission *Abus de confiance*, présentée par Jean-Jacques Bourdin, ne sera pas reconduite. Si TF1 dément tout lien de cause à effet, il est plutôt cocasse de se souvenir des propos tenus il y a peu par l'animateur star de RMC. Interrogé sur France 5, au mois d'octobre, sur la sortie d'Arnaud Montebourg contre TF1, il déclarait : « Je suis d'accord avec lui. Je ne comprends pas que, dans ce pays, des propriétaires de grands médias puissent encore commercer, travailler pour l'État. » Une petite pique qui n'a pas dû aider les pontes de la chaîne à arrondir les chiffres d'audience.

Christophe du gâchis

L'info. « Le Real est au dessus », Christophe Dugarry, RMC, 29 novembre.

Le décryptage. Sommité parmi les sommités des commentateurs sportifs, Christophe Dugarry assurait, au micro de la radio, peu avant le match de foot opposant Barcelone à Madrid, que « le Real paraît plus fort aujourd'hui ». Un petit 5-0 plus tard en faveur des Catalans et voilà l'ami de Zizou (conseiller du Real) bien à la peine pour justifier ses pronostics...

Ça va Douillet

L'info. « Un appareil recommandé par David Douillet », *Femina*, supplément du *Journal du dimanche*, 28 novembre.

Le décryptage. Poursuivant avec moult difficultés sa carrière politique, le député chiraco-judoka n'en a pourtant pas fini avec le business. Comme l'avait déjà signalé Bakchich en mai, le gaillard de Poissy fait de la publicité pour des appareils de musculation. Il a discrètement récidivé ce week-end dans le supplément du JDD. Cependant, rien d'illégal dans tout ça tant qu'il ne fait pas mention de son mandat de député. Que la loi est bien faite ! ✱



BANDITS Meurtre, armes lourdes, trafiquants... Le règlement de comptes qui a coûté la vie à un jeune de 16 ans, le 19 novembre au Clos-la-Rose, a remis à la une les quartiers nord de Marseille. Derrière le ramdam médiatique et politique, une réalité : l'État a délaissé les cités de la ville.

Les CITÉS marseillaises livrées à elles-mêmes

Le mistral médiatique est retombé. Aujourd'hui, en une des quotidiens provençaux s'affiche le scandale des marchés publics, qui touche au cœur de la politique marseillaise. Les descentes quasi quotidiennes de flics dans les cités de la ville sont désormais reléguées en pages intérieures. Retour à l'ombre pour les quartiers et leurs cités, incrustés dans l'agglomération mais toujours tenus en lisière. Une semaine plus tôt, le 19 novembre, un jeune de 16 ans était abattu et un minot de 11 ans était blessé par des rafales de kalachnikov, dans un règlement de comptes au Clos-la-Rose. Suffisant pour que Brice Hortefeux vienne humer l'air de la Canebière, le 21. Et s'empresse de déclarer la guerre aux trafiquants et aux bandes qui tiennent les cités à l'arme lourde. Prudent – en vertu de sa condamnation pour injure raciste? –, le ministre de l'Intérieur ne s'est pas risqué à parler de racaille ou de Kärcher. Pas même un « sauvageon » à l'horizon. Le verbe est presque mesuré. Peut-être un accès de lucidité : à Marseille, la situation n'est pas près d'être maîtrisée.

FÉROCE APPÉTIT

Font-Vert, Clos-la-Rose, Frais-Vallon. Barres HLM des XIII^e et XIV^e arrondissements marseillais. Les quartiers nord, les plus éloignés du centre. Autant de cités dont les caves ont livré un peu de leurs secrets aux flics. Soixante kilos de hachisch, quelques répliques de kalachnikovs et de fusils d'assaut, une dizaine d'arrestations en trois opérations. Assez pour communiquer et organiser des conférences de presse autour du contrôleur général Roland Gauze et du procureur Jacques Dallest. Mais pas assez pour parader. Ni pour convaincre de l'efficacité des méthodes policières. Entre les descentes médiatisées, une opération est passée inaperçue. À Air-Bel, l'une des plus grandes cités de la



ville et carrefour supposé de la drogue. Là, des centaines de policiers, des CRS débarqués de Paris avec le ministre, ont participé à une intervention musclée, le 25 novembre. Les accès au quartier ont été bouchés. Résultat? Quelques armes blanches saisies et le fruit de menus larcins retrouvé. Pas de quoi pavoiser. « Au moment de partir, reste dans la bouche un goût amer; décrit l'un des policiers en action ce matin-là. On a vu un jeune en scooter se garer à l'entrée de la cité. Un guetteur. » Ou plutôt un « chouffeur ». Des jeunes de 8 à 12 ans chargés de surveiller les allées et venues, histoire d'alerter le « charbonneux », un peu plus âgé, entre 16 et 22 ans, qui deale.

Un plan drogue par cité, un revendeur par pied d'immeuble, des cités qui débordent sur d'autres. Et des luttes de territoire qui provoquent des flingages. Mécanisme connu. Violent. « Ce sont des furieux, ils tirent à la volée. Mais la façon dont ils ont procédé lors du mitraillage de la Rose montre une évolution, décrit un limier. Voitures brûlées avec les armes, loin des lieux du crime ou d'une cité voisine. On n'est pas dans le petit caïd de cité mais dans des bandes organisées, avec, sans doute, des contacts dans le milieu traditionnel. » Et un appétit féroce.

40 000 EUROS PAR JOUR

Un pied d'immeuble peut rapporter jusqu'à 10 000 euros par jour; les plus gros centres, de 30 000 à 40 000 euros. L'argent circule à ciel ouvert. « En faisant du porte à porte, se remémore un élu, j'ai croisé des dealers. Liasses à la main. Ils ne se sont même pas arrêtés pour moi mais m'ont salué. Ils ne se cachent même pas. » Et le souvenir de certaines scènes de ressurgir. Comme celui de cette soirée où l'équipe du Castelas fêtait son premier million d'euros en réalisant une fontaine de champagne. Légende urbaine? À Marseille, l'exagération compte autant que l'histoire...

Dans les rangs policiers, les novices, étrangers à la ville, s'étonnent de « ces gamins qui revendent sans même prendre de précautions ». Et restent effarés par les chiffres de délinquance urbaine en ces zones. Racket, braquage de commerçants. Mais peu de voitures brûlées, de poubelles incendiées. Ici, aucun comité d'accueil musclé, comme ceux de la banlieue parisienne, n'a attendu les descentes policières. « Ces voyous veulent faire du business. Ils ne sont pas dans une logique d'affrontement et veulent que la police se tienne loin d'eux. Alors, les cités sont généralement calmes... »

Au moins en apparence. Et quand s'enflamment les quartiers chauds de Paris, Toulouse ou Lyon, « Gaudin peut citer en exemple Marseille, ville cosmopolite où les cités sont intégrées, peste un des ténors de la droite. Mais la réalité est en train de rattraper le mythe. Les quartiers sont à l'abandon, ce n'est plus la République. Si les opérations coup de poing sont nécessaires, c'est sur la durée qu'il faut bosser pour démanteler des réseaux. » Dans les XIII^e et XIV^e arrondissements, quinze policiers nationaux gèrent les tourments de 170 000 habitants. Avec une seule voiture en état de service. Le secteur concentre pourtant les

stupéfiantes cités. « Franchement, on en vient à se demander s'il n'y a pas une volonté politique depuis des années de laisser les voyous gérer, en échange d'une certaine tranquillité », s'étonne une éminence de la classe politique. À qui la situation a échappé. « L'avenir dans les quartiers se résume à un choix. La misère ou les emplois aidés! L'État a laissé le terrain, d'autre l'ont pris », résume un militant associatif qui œuvre depuis trente ans dans les cités. Qui interroge. « D'où viennent les armes de guerre? Qui consomme la drogue? Pourquoi les politiques ne réagissent-ils que maintenant? Cela fait des années que la drogue et les armes sont là! »

RIEN SUR LES QUARTIERS SUD

Et des légendes de ressortir. Comme ces policiers qui traquaient les salafistes dans le pourtour marseillais et qui avaient découvert un réseau de stup. Sur lequel ordre avait été donné de ne pas bouger...

Les cités des quartiers sud, tout aussi stupéfiantes, n'ont pas été encore visées par les flics. De peur d'y serrer la jeunesse dorée de la ville qui s'y fournit? L'OM n'est peut-être pas le seul opium du peuple marseillais

XAVIER MONNIER

La PJ n'a rien pigé

La police judiciaire marseillaise l'a mauvaise. Pointée pour sa « porosité » avec le milieu, chargée de jouer les « voitures-balais » dans l'enquête sur les parains Barresi-Campanella, doublée par les gendarmes dans l'affaire des marchés publics truqués... trop c'est trop. Sans parler de la dizaine de flics auditionnés pour des contacts supposés coupables avec la pègre. Puis vint ce coup de pression. Retrouver à tout prix les auteurs du mitraillage du Clos-la-Rose. Pour lutter contre la drogue dans les cités, les stup comptent 50 ouailles. « On nous dit qu'il faut investir les cités, mais on ne nous en donne ni les moyens ni les missions, confie un ancien. L'histoire de Marseille nous pousse plus vers le trafic international que vers les cités. » Si c'est culturel... * X. M.

ET INTERNET DEVINT UNE ARME POLITIQUE

LIBERTÉS WikiLeaks, le site spécialisé dans la publication de documents hautement sensibles et ultraconfidentiels, s'illustre à nouveau en diffusant plus de 250 000 câbles diplomatiques américains, ces messages envoyés par les ambassadeurs des États-Unis à Washington entre 1966 et aujourd'hui. Focus sur un nouveau média qui dérange.

WIKILEAKS, LE SITE QUI EN DISAIT TROP

Bien joué. À la lutte avec la chanteuse pop Lady Gaga pour le titre de personnalité de l'année, décerné par *Time Magazine*, Julian Assange, fondateur et principal animateur de WikiLeaks.org, vient, dans la dernière ligne droite, de marquer des points décisifs.

Dimanche 28 novembre, le premier site mondial de « *whistleblowing* » (« lance-ment d'alertes ») a commencé la publication de 251 287 câbles diplomatiques émis par les 274 ambassades des États-Unis dans le monde. Les documents rendus publics portent sur la période du 28 décembre 1966 au 28 février 2010. De quoi souffler sur les braises d'une guerre froide que l'on croyait éteinte depuis plusieurs années...

Des pièces qui apportent un éclairage inédit sur plus de quarante ans de diplomatie américaine – si tant est qu'un tel vocable puisse être utilisé. En effet, on découvre ici – mais est-ce vraiment une nouveauté ? – des États-Unis prompts à espionner leurs propres alliés et les décideurs clés des Nations unies. Et encore des États-Unis cyniques et aveugles dès lors que les droits de l'homme sont bafoués ou dès qu'une corruption endémique touche au cœur leurs « États clients ». Sans parler du lobbying massif de l'Oncle Sam en faveur des principaux acteurs de son complexe militaro-industriel ou de ses arrangements secrets avec des pays prétendument neutres...

Presque exclusivement, les scoops de WikiLeaks visent les États-Unis.

Les historiens en herbe vont donc pouvoir se plonger avec gourmandise dans 15 652 documents secrets, 101 748 documents confidentiels et 133 887 documents déclassifiés. Pour l'ambassade des États-Unis à Paris, la moisson est respectivement de 256, 1 582 et 1 937 câbles des mêmes rubriques.

On déplorera évidemment que la patrie de Barack Obama soit, pour l'heure, la cible quasi exclusive des scoops de WikiLeaks dont, à *Bakchich*, nous suivons les livraisons depuis la création du site, en 2007. D'ailleurs, à Washington, on s'interroge sur les véritables commanditaires de Julian Assange.

À l'échelle de la diplomatie mondiale, il serait évidemment captivant de mettre en perspective les câbles américains avec ceux de Moscou et surtout de Pékin à la même période. Et que dire de notre FrancAfrique, qui a probablement donné lieu à des analyses plus que croustillantes, pour s'en tenir uniquement au chapitre diplomatique...

Comme le rappelle WikiLeaks, chaque écolier américain apprend que George Washington, premier président du pays, était incapable du moindre mensonge. Dans sa démarche, le site veut simplement démontrer que ce trait de caractère a un peu été perdu de vue au sein du State Department. *Bakchich* revient, en dix points, sur cette guerre de l'information d'un nouveau genre ✱

PATRICK MENDELEWITSCH



COMMENT OPÈRE L'UNE DES PLUS GRANDES MENACES POUR LES ÉTATS-UNIS

1) C'EST QUOI, WIKILEAKS ?

Créé en décembre 2006 par Julian Assange, WikiLeaks.org se présente comme un site participatif de fuites « *déontologiques* » et « *éthiques* » et se veut « *la première agence de renseignements du peuple* ». Apôtre de la transparence, il publie des documents bruts fournis par des sources dont il garantit l'anonymat. Le site est hébergé par des serveurs en Suède et en Belgique, deux pays aux législations favorables à la protection des sources. La plateforme emploie une demi-douzaine de volontaires à plein temps et a gagné, au gré de ses révélations embarrassantes, son statut de trouble-fuite.

2) DES SCOOPS À GOGO

Avril 2009 : le résumé d'auditions du pédophile belge Marc Dutroux. Un dossier de 1235 pages, constitué en 2005 avant d'être transmis au juge d'instruction. Il faudra attendre août 2010 pour que ces fichiers soient médiatisés. Octobre 2009 : la liste des quelque 11 811 membres du British National

Party, l'organisation d'extrême droite britannique.

Novembre 2009 : 573 000 SMS envoyés par les personnels du Pentagone, du FBI, de la Federal Emergency Management Agency et du département de police de New York, le 11 septembre 2001.

Avril 2010 : une vidéo de l'armée américaine montrant un hélicoptère abattre deux photographes de l'agence Reuters lors d'un raid en juillet 2007, à Bagdad.

La révélation de cette bavure accroît la notoriété de WikiLeaks et conduit en prison Bradley Manning, le soldat soupçonné d'avoir divulgué le document. Juillet 2010 : le *War Diary*, soit 90 000 rapports sur la guerre au jour le jour en Afghanistan de 2004 à 2009.



WikiLeaks collabore pour l'occasion avec des médias internationaux.

Octobre 2010 : les « War Logs », 391 832 documents secrets sur l'Irak (2004-2009) révélant notamment que la guerre a fait environ 110 000 morts dont 66 000 civils. Les troupes US auraient livré plusieurs milliers d'Irakiens à des centres de détention pratiquant la torture.

3) MYSTÈRES, MYSTÈRES

« *Organisation transnationale* », sans adresse fixe, le site est officiellement financé par des dons de « *défenseurs des droits de l'homme, de journalistes d'investigation, de technophiles et du grand public* ». Impossible d'en savoir plus. Ce qui est sûr, c'est que ces donations ne couvrent que la moitié du budget de fonctionnement, qui est de 300 000 euros environ.

Le site fait donc appel

très régulièrement aux généreux donateurs pour exister.

Pour ce qui est des membres de l'équipe, hormis quelques noms, comme ceux de Ron Gonggrijp, spécialiste du cryptage, ou Birgitta Jonsdottir, qui siège au Parlement islandais, là encore mystère. On connaît surtout ceux qui ont claqué la porte, comme l'ancien porte-parole, Daniel Domscheit-Berg, parti créer son propre site pour cause de divergence stratégique – il aurait mal digéré la mise en pâture de certaines sources. Si ces dissidents dénoncent le culte de la personnalité autour d'Assange et déplorent la mauvaise organisation de WikiLeaks, ils font désormais l'objet d'un nouveau soupçon : et s'ils étaient financés par les services secrets américains ?

4) JOURNALISME DE DONNÉES

Pour faire chic, dites « *data journalism* ». Quésaco ? Une forme d'investigation plutôt technique qui consiste, grâce à Internet et à des logiciels de recherche, à dépouiller des documents en grande quantité. Pas simple. Le

principe de départ de WikiLeaks a été de publier des infos brutes, mais, très vite, il a fallu composer. Humainement d'abord : une ONG comme Amnesty International avait « dialogué » avec WikiLeaks pour protéger des Afghans cités dans le *War Diary*. Reporters sans frontières dénonçait carrément « *la mise en danger des sources et, au-delà, l'avenir d'Internet en tant que support d'information* ». WikiLeaks a donc été amené à davantage collaborer avec les médias traditionnels, qui « valident » au fur et à mesure une partie des infos, et même avec des agences Web qui conçoivent et développent des outils utiles à la consultation de la masse de documents.

5) ET LA PRESSE ?

Le site de fuites choisit de grands médias, qui sont amenés à collaborer sur des documents livrés en avant-première (*The New York Times*, *The Guardian*, *Der Spiegel*, *Al-Jazeera*...). Jusqu'ici, les médias tricolores n'ont pas été associés aux campagnes de médiatisation. Honteux ! En juillet, Liberation.fr fait sa une sur les War



Logs irakiens à partir du blog d'un correspondant. *Le Monde* titre gentiment sur « La stratégie bien rodée de WikiLeaks », qu'il qualifie par ailleurs de « contrebandier de l'info ». Mais, à la fin novembre, l'ex-quotidien de référence, désormais associé au « pool » WikiLeaks, expliquera que, « à partir du moment où cette masse de documents a été transmise, même illégalement, à WikiLeaks, et qu'elle risque donc de tomber à tout instant dans le domaine public, le Monde a considéré qu'il relevait de sa mission de prendre connaissance de ces documents, d'en faire une analyse journalistique et de la mettre à la disposition de ses lecteurs ». Cocorico.

6) LA CONTRE-ATTAQUE DU PENTAGONE

C'est peu de dire que les États-Unis n'apprécient guère les révélations en cascade du site Internet. Aussi, après avoir arrêté Bradley Manning, l'une des sources présumées, ont-ils déclaré ouverte la chasse au WikiLeaks. Dès mars 2008, un document de 32 pages classé confidentiel émanant du ministère de la Défense américain indiquait la meilleure manière de se débarrasser de WikiLeaks. Celui-ci

détaillait: « Wikileaks.org utilise la confiance qu'il inspire comme centre de gravité, en assurant à ses informateurs et à ceux qui entrent en contact avec les journalistes du site qu'ils resteront anonymes. L'identification des sources du site serait donc de nature à dissuader d'autres personnes d'utiliser Wikileaks.org. » Le fondateur du site, Julian Assange, est dans la ligne de mire. Un mois après la publication de milliers d'informations confidentielles sur les conflits afghan et irakien, une plainte pour viol était déposée contre lui en Suède, pays où il a pendant un temps résidé. Assange avance que cette « campagne calomnieuse » est peut-être orchestrée par le Pentagone. Le ministre américain de la Justice a rappelé lundi dernier qu'une enquête pénale était en cours sur WikiLeaks.

7) BRADLEY MANNING, HÉROS, MARTYR OU REPOUSSOIR ?

Si l'origine des fuites reste « officiellement » inconnue, les autorités américaines ont déjà un suspect. Bradley Manning, 23 ans, spécialiste du renseignement au sein de l'armée américaine, a été arrêté au mois de mai après avoir été dénoncé

par l'ex-hacker Adrian Lamo, à qui il avait confié avoir envoyé des copies des bases de données à WikiLeaks. Considéré comme un traître par une bonne partie de la population américaine, il est soutenu par la gauche radicale, comme l'intellectuel Noam Chomsky. « J'écoutais Lady Gaga et je chantonnais sur la musique, tout en exfiltrant la plus grande fuite de l'histoire des États-Unis », expliquait-il à celui qui le dénoncera plus tard aux autorités américaines. Il encourt cinquante-deux ans de prison. L'acte d'accusation est à lire sur <http://minu.me/3e2r>.

8) QUI HÉBERGE WIKILEAKS ?

Plutôt que de s'en prendre à son leader, les détracteurs de WikiLeaks pourraient avoir envie d'asticoter ses hébergeurs. Là aussi, la tâche est compliquée. Hébergé en Belgique et en Suède, WikiLeaks et les données qui y transitent sont défendus par des lois sur la protection des sources très favorables. PRQ, son hébergeur suédois, explique à Bakchich: « On ne filtre, ni ne censure ni ne surveille nos clients d'aucune manière (...). On ne conserve qu'un e-mail pour la facturation (...). L'entreprise a été fondée sur l'idée que

la liberté d'expression et le respect de la vie privée sont des droits qui ne peuvent être restreints et qui sont au contraire des droits fondamentaux qui garantissent la démocratie et le débat. »

9) LE PARADIS ISLANDAIS

Au début de novembre, WikiLeaks annonçait la création en Islande de Sunshine Press Production, sa première entité juridique connue. Pour-

quoi l'Islande ? Principalement parce que ce pays travaille actuellement à une législation très favorable aux médias. En collaboration avec WikiLeaks, la députée Birgitta Jonsdottir est à la tête d'un groupe, baptisé Immi (Icelandic Modern Media Initiative), qui élabore depuis deux ans une politique visant à faire de ce pays « un paradis pour la liberté de presse » *

LA RÉDACTION

INSAISSABLE JULIAN ASSANGE

Julian Assange change de couleur de cheveux comme de lieu de résidence. Silhouette passe-partout, sans âge, le fondateur de WikiLeaks refuse curieusement de donner sa date de naissance exacte. Un goût pour la dissimulation qui confine à la manie, estiment ses détracteurs. Sautant d'une capitale à l'autre, il dit loger « chez des amis d'amis » et possède plusieurs téléphones portables. « Les journalistes devraient prêter plus d'attention aux méthodes des espions ou des dealers », assène-t-il aux gratte-papier. Devenu l'icône d'un journalisme alternatif, cet ancien hacker né en Australie a longtemps gagné sa vie comme informaticien. Pour échapper, raconte-t-il, à un beau-père illuminé, il goûte très tôt aux délices de la clandestinité. Quand il est adolescent, la police l'arrête alors qu'il officie sous le pseudo de Mendax dans un collectif de hackers, International Subversives. Poursuivi pour viol en Suède, au moment où WikiLeaks sort ses 400 000 documents sur l'Irak, il accuse à demi-mot la CIA de lui avoir tendu un piège *



PS: ENTENTE DSK,
AUBRY, ROYAL?

J'AI RIEN CONTRE
LES TRIOS!



C'EST LA DANSE DES CANARDS

L'HUMEUR DE PROBST

Jean-François Probst, ex-conseiller de Jacques Chirac et électron libre de la droite, commente sans langue de bois l'actualité politique.

Malgré les dénégations de Christine Lagarde et de François Baroin, les tenanciers de choc de Bercy, assurant que tout va pour le mieux dans le meilleur des mondes possibles, la situation économique est alarmante. Même Jean-Claude Trichet, le patron de la Banque centrale européenne, a l'air préoccupé.

Quand on voit la danse des canards entamée par l'Irlande, l'Espagne, l'Italie et bientôt la France, dans un esprit à la fois festif et mélancolique, on se dit que seules l'Allemagne et l'Angleterre peuvent rester des îlots de prospérité dans l'Europe des 27. Et le pays d'Angela Merkel d'être le seul État solide dans l'Eurogroupe, l'Europe des 16.

Un espoir: Pierre Lellouche. Le nouveau ministre du Commerce extérieur fera-t-il mieux qu'Anne Idrac et Christian Estrosi réunis? Pas compliqué. La donne est simple: si on ne trouve pas de recettes supplémentaires, on ne rééquilibrera pas la balance commerciale.

Ségolène Royal a démarré sec. Tout comme Arnaud Montebourg et Manuel Valls. Évidemment, cela fait pleurer les commentateurs grognons qui n'avaient pas vu le coup venir, comme Duhamel et Apathie. Mais la vraie question est de savoir ce qui va désormais se passer à gauche. Seule certitude: celui qui fera renaître l'espoir aura la faveur des Français.

Après la Guinée-Conakry et la Côte d'Ivoire, ce sera au tour du Cameroun d'élire son président, l'année prochaine. Condé en Guinée, Gbagbo ou Ouattara en Côte d'Ivoire, ils vont devoir se retrouver les manches pour réconcilier les ethnies de leur pays. L'Europe et le continent noir devraient enfin coopérer et lancer une campagne de grands travaux. Espérons que les dirigeants français se préoccupent sérieusement de l'avenir de l'Afrique.

Grands travaux mais surtout grandes infrastructures! En France, au lieu d'essayer de vendre les Rafale d'un Dassault qui se fait voler son ordinateur dans sa voiture, des sous-marins qui provoquent des scandales, ou des armes, il faut revenir aux fondamentaux: travaux publics, aménagements, technologies simples pour éviter dorénavant les déconvenues comme celle de l'Eurostar.

Après le fiasco de l'équipe de France de rugby face à l'Australie (16-59), il ne faudrait pas que François Fillon finisse comme Marc Lièvremont: en se prenant une énorme raclée! ✱

www.bakchich.info

Jean-François Probst vous stimule? Dégustez ses chroniques vidéo sur le Web: <http://minu.me/1vbh>

MÉMOIRE

PHILIPPE SÉGUIN, LA MORT LUI VA SI BIEN

Depuis sa disparition, le 7 janvier, Philippe Séguin s'est découvert des tas d'amis et de fils spirituels. Même le Front national revendique une part de son héritage, c'est dire!

Comme le duc de Guise – et bien qu'il n'ait pas été assassiné –, on dirait qu'il est plus grand mort que vivant. Onze mois après sa disparition, le 7 janvier, Philippe Séguin est partout. Pas un discours ou presque dans lequel l'ex-président de la Cour des comptes, ancien président de l'Assemblée, ex-ministre, ancien député des Vosges et ex-maire d'Épinal ne soit cité. François Fillon reconduit à Matignon? On lit dans les journaux qu'il est « *le fils spirituel* » de Séguin, ce qui est peut-être un peu excessif. Le même Fillon lance une consultation sur la dépendance? Il « *imite* » Séguin, instigateur, en 1986, des états généraux de la Sécurité sociale. Un haut fonctionnaire est nommé à un quelconque poste? Il ne manque pas de souligner dans sa biographie qu'il a « *débuté* » auprès de Philippe Séguin, qu'il l'a « *côtoyé* » et que, bien sûr, il continuera de s'en « *inspirer* ».

ESPRIT EXHUMÉ

Pleurant sur la situation financière de leurs collectivités locales, présidents de conseils généraux et régionaux, de droite et de gauche, exhument régulièrement une petite phrase de l'ex-président de la Cour des comptes critiquant le rôle de l'État. « *Séguin était d'accord avec moi* », dit régulièrement Arnaud Montebourg. « *Le regretté Philippe Séguin* », glisse le socialiste François Brottes dans sa réponse à François Fillon, la semaine dernière à l'Assemblée. Séguin? « *Un très grand talent qui n'a pas eu de destin* », soupire Pierre Moscovici, qui craint peut-être de connaître le même sort. Un homme de la trempe de Jacques Chaban-Delmas, ajoute la ministre Nathalie Kosciusko-Morizet.

Dès que le débat en vient à l'Europe, l'euro ou les égalements de Bruxelles, il se trouve toujours un gaulliste nostalgique pour rappeler le discours anti-Maastricht de Séguin à l'Assemblée. Même Marine Le Pen veut sa part d'héritage: « *Comme le disait avec un certain humour Philippe Séguin*, s'est-elle exclamée récemment, *l'UMP et le PS sont les détaillants d'un même grossiste: l'Union européenne!* »

Les milieux du foot ne sont pas en reste et la Fondation du football, dont il était le président, va décerner des Trophées Philippe Séguin du fair-play. En 2016, quand l'Euro se déroulera en France, on rappellera qu'il en fut le grand artisan. Et pour que la nostalgie soit totale, on peut même acheter sur le site eBay un carton de remerciements pour les vœux de 1998, signé de Philippe Séguin. Coût: 35 euros. Pas sympa de se faire de l'argent sur le dos d'un mort ✱

AMÉDÉE SONPIPET

SI ON M'AVAIT DIT
QUE MÊME MORT
JE PRENDRAIS ENCORE
DU POIDS!!!



GOVERNEMENT

LES JEUNES FONT LA CHASSE AUX CABINETS

Tirer la charrette d'un ministre n'est pas une mince affaire. Avec le remaniement, alourdi du poids de la vieille garde RPR rentrée au gouvernement, de jeunes esprits herculéens ont été appelés sous les drapeaux. À 29 ans, Anne-Sophie Grouchka-Souhaité va diriger le cabinet de Nadine Morano à l'Apprentissage et la Formation professionnelle. Pour garder sa pensée au chaud, la belle s'est fagotée du côté de Normale sup, Sciences Po et de l'Essec. Et, comme elle, des chaperons rouges de la matière grise vont fourmiller dans nombre de ministères.

TRENTENAIRES

Philippe Gravier, 33 ans, va porter l'étui du flingueur Frédéric Lefebvre au secrétariat d'État chargé du Commerce. Matthieu Gressier, 32 balais,

devient chef de cabinet de Xavier Bertrand au Travail. Chez Besson, muté de l'Immigration à l'Industrie, la directrice adjointe vient de souffler sa trentième bougie. Du même âge, et au même étage, Émeric Burin des Roziers (ce n'est pas un pseudonyme) s'occupe du pôle Énergie auprès de Nathalie Kosciusko-Morizet. Pour garder les sceaux de la Justice, Michel Mercier peut dire merci à ses petits. Son chef adjoint, Pierre Simon, naissait à peine quand Robert Badinter occupait le maroquin de la place Vendôme, en 1981. Quant à son conseiller pénal, 34 ans, il était à la maternelle. Encore une lampée? Samuel Baroukh, 32 printemps, a été nommé seigneur des Jouanno aux Sports. Et Bruno Souchon, du cru 1978, bosse pour Patrick Ollier, en directeur

de cabinet. Heureusement que sa femme, Michèle Alliot-Marie, pense à la famille. La pimpante Ludvine Olive, nièce de MAM, continue de tenir tata par la main, depuis la Justice jusqu'au Quai d'Orsay. Sa sucette: chef de cabinet.

C'EST DU PROPRE

Les voyages, à l'Élysée et à Matignon, forment aussi la jeunesse. Deux fringants trentenaires vont être en charge des dossiers de la santé, de la dépendance et de l'opinion pour Sarko. Encore deux autres, sortis de terre la même saison, ont été nommés conseillers techniques de Fillon. Et les vieux cons, où c'est qu'ils sont? À la Défense, chez Juppé! « *Mais 50 ans, c'est la jeunesse de la vieillesse* », disait Hugo. Sauvés ✱

LOUIS CABANES



RAPPORT La Cour des comptes vient d'épingler l'Ademe. Doublons, éparpillement, manque d'efficacité... Selon la Rue Cambon, l'un des principaux problèmes de l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie est que, justement, elle ne maîtrise guère ses dépenses.

Quand on ADEME on ne compte pas



L'Ademe est riche, très riche. De plus en plus riche. Principal chef d'orchestre de la mise en œuvre du Grenelle à Borloo, l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie a vu ses moyens croître de façon exponentielle. Entre 2008 et 2009, son budget d'intervention en « autorisations d'engagement » est passé de 340 à 670 millions d'euros. Pour 2011, la loi de finances lui alloue 508 millions d'euros de crédits de paiement. Or « cette affectation directe de ressources [les fait échapper à] l'autorisation parlementaire et à la mesure de la performance », note Fabienne Keller. En clair, la sénatrice UMP

du Bas-Rhin se demande si tout cet argent est correctement utilisé. D'où sa demande d'audit à la Cour des comptes. En 2006 déjà, un premier rapport de la Cour pointait « l'éparpillement des services et l'insuffisance des procédures de contrôle », rappelle l'élue. Celui pondu en septembre 2010 n'est guère plus tendre avec l'agence.

DISPERSION

Question éparpillement, l'Ademe sait y faire, avec la coexistence de trois sites dits « centraux », à Paris, Angers et Valbonne. Auxquels s'ajoute une délégation dans chaque région. Christian Descheemaeker, président de la septième chambre de la Cour des comptes, écrit que

cette dispersion est génératrice de « surcoûts, de lourdeurs, voire de dysfonctionnements ». Au total, en 2009, les agents de l'Ademe étaient 1032, soit 15 % de plus qu'en 2004, pour des dépenses en personnel en augmentation de 23,18 % sur la même période.

L'aide à la réalisation – 70 % du budget de l'agence – concerne à la fois le financement de grands équipements (réseau de chaleur ou usine d'incinération) et une multitude de petits projets : haute qualité environnementale dans les HLM, plan de déplacements entreprise (PDE), achat de véhicules électriques, etc. Pour le financement d'un PDE, par exemple, la Cour note que « l'Agence ne se donne

pas d'objectif chiffré exact, ne cible pas les entreprises pour lesquelles un PDE pourrait avoir un effet d'entraînement plus fort que pour d'autres, ou celles situées dans une zone où le plan a plus de sens qu'ailleurs ». Christian Descheemaeker estime par ailleurs que « l'Ademe ne pourra pas durablement financer autant de petits projets sans mettre en exergue de façon plus nette leur exemplarité ». Bref, « il conviendrait de remettre de l'ordre dans la terminologie, de clarifier les concepts et d'améliorer l'exploitation de ce qui est financé à partir d'une typologie plus claire, en explicitant les suites possibles et en structurant les enseignements à en tirer ». Y a du boulot.

S'agissant de l'appui à la recherche, l'Ademe s'est vu attribuer un magot de 2,85 milliards d'euros pour les énergies renouvelables et décarbonées, les véhicules du futur, les déchets et l'économie numérique. Elle a également reçu 375 millions d'euros (pour la période 2009-2012) au titre du Fonds démonstrateur de recherche mis en place dans le cadre du Grenelle en 2008. Problème : le conseil scientifique de l'Agence, censé en orienter la politique de recherche, n'existe plus depuis septembre 2009 !

CAFOUILLAGES

Enfin, pour les quatre grandes missions de l'Agence aussi, c'est un joli

cafoouflage. À part pour les déchets, où « elle exerce un leadership clair », l'Ademe partage ses domaines d'intervention avec d'autres entités publiques. Les sages de la rue Cambon déplorent cette situation, susceptible de créer « des risques de redondance, de frottement, de coûts de transaction, de coordination ». Exemple : les associations agréées de surveillance de la qualité de l'air sont subventionnées par l'Ademe pour leurs investissements, et par les nouvelles directions régionales de l'environnement, de l'aménagement et du logement pour leur fonctionnement.

COPIE À REVOIR

« La concentration des fonds Grenelle entre les mains d'un seul et même opérateur permet, selon le ministère, d'accélérer la réalisation de certains aspects du Grenelle », note le rapport. Il reste que la Cour des comptes juge qu'une « amélioration de l'information sur la performance de l'opérateur est souhaitable » et que « l'exercice de hiérarchisation et de sélection rigoureuse auquel le Grenelle invite l'établissement et ses directions régionales reste en partie à faire ». Elle doit, selon la Cour, « reconsidérer ses modes d'intervention » si elle veut être « le vecteur du changement d'un modèle de société » *

LARA MACE

(avec « VALEURS VERTES »)

DÉPENSES EXORBITANTES POUR COMMUNICATION INEFFICACE

Contacté l'Ademe est un vrai poème. Pour répondre aux – paraît-il – très nombreuses demandes de la presse, l'agence a monté une usine à gaz digne des Shadoks. Lorsqu'un journaliste compose le numéro du service communication de l'Ademe, il tombe directement sur un sous-traitant, l'américain TBWA. Lequel trie les questions et, selon les sujets, en refile à un autre, Golin Harris. Et une semaine plus tard, quand l'article est bouclé, une fille vous contacte pour en savoir plus sur votre question. « Ce n'est pas la première fois que des journalistes nous disent que ce système d'externalisation est inefficace », confie-t-on à la direction de l'agence. Inefficace et sans doute coûteux. La Cour ne s'est d'ailleurs pas privée de pointer les curieuses dépenses de communica-

tion de l'Ademe, qui a claqué « près de 3,4 millions d'euros (...) entre 2004 et 2008, sans qu'aucun marché supérieur à 90 000 euros ait été formalisé ». Elle a fait le bonheur de l'annuaire des Pages jaunes en y achetant des pages de pub « pour un montant total de 611 000 euros hors taxes ». Et, en parallèle, « plusieurs directions régionales ont également conclu des marchés ou lettres d'achat avec ce prestataire ayant le même objet, pour un montant total de 183 200 d'euros, soit près de 30 % du total des marchés centraux du service de communication », note la Cour. Si avec ça on ne trouve pas le numéro de téléphone de l'Ademe, c'est à désespérer. Encore faudrait-il qu'il y ait quelqu'un au bout du fil ! *

ÉMILE BORNE

Remue-ménage à « L'OBS »

MOUVEMENTS En une quinzaine de jours, c'est un véritable jeu de chamboule-tout qui a agité *le Nouvel Observateur*. Jacques Julliard, éditorialiste historique, a quitté le navire, suivi de près par son patron, Denis Olivennes.

Après deux ans et cinq mois à la tête du *Nouvel Observateur*, Denis Olivennes, que Claude Perdriel avait présenté comme son héritier spirituel, largue les amarres pour rejoindre le pôle médias de Lagardère et diriger Europe 1. Il remplace à ce poste Alexandre Bompard, parti faire la tête de gondole à la Fnac. C'est Michel Labro, directeur adjoint de la rédaction qui l'a annoncé aux salariés. En interne, on oscille entre surprise et soulagement. En deux ans et demi, Olivennes n'a pas su imprimer sa marque. Malgré une nouvelle maquette, mise

en place à la rentrée 2009, les ventes ont continué de chuter. Vendredi 26 novembre, Claude Perdriel a d'ailleurs soufflé dans les bronches de son second, lui reprochant ces mauvais chiffres. Selon nos informations, à la fin d'octobre 2010, les ventes de l'hebdomadaire accusaient une baisse de 6,2 % par rapport à l'année précédente.

OLIVENNES CONTESTÉ

Le coup fatal a sans doute été porté par Jacques Julliard, le 17 novembre, quand il a annoncé son départ pour *Marianne*. Les désaccords entre l'éditorialiste

historique du *Nouvel Obs* et Denis Olivennes ont précipité l'éloignement du premier puis, ironie de l'histoire, du second.

De leur côté, les lecteurs ne s'en laissent pas conter. La boîte à lettres de l'hebdo de la gauche tarama déborde de messages déplorant le départ de Julliard. Pis, certains critiquent la dérive droitière de *l'Obs* et celui qu'ils en tiennent pour responsable : Denis Olivennes. Et la direction de craindre, cette fois, une baisse des abonnements.

De son côté, la Société des rédacteurs (SDR) s'était fendue d'un communiqué après l'annonce du départ de Julliard où elle dénonçait « *un malaise plus général* ». Nul doute qu'Olivennes l'a entendue. Pour mémoire, lors de son arrivée place de la Bourse, en juin 2008, ce dernier pondait une tribune intitulée « Aux lecteurs du *Nouvel Observateur* », dans laquelle il louait la « *totale indépendance* » du groupe. Manière de railler alors ceux qui menaçaient « *la libre communication des pensées et des opinions (...) par la concentration des pouvoirs médiatiques entre les mains de quelques groupes industriels, avec la connivence d'intérêts ou la complaisance qu'une telle situation implique parfois, soit vis-à-vis du monde économique, soit vis-à-vis de telle ou telle force politique et plus généralement du pouvoir* ». Arnaud Lagardère, propriétaire d'Europe 1 et nouveau boss d'Olivennes, appréciera *

SIMON PIEL



LE BILLET D'ALAIN RIOU

LE DIABLE PAR LA QUEUE

Journaliste au *Nouvel Obs* et invité du *Masque et la plume*, Riou fait aussi du cinéma. Son cinéma.

J'entretiens avec le diable des rapports affectueux mais distants. Dès ma plus tendre enfance, on me fit comprendre que l'ange du mal est plus distrayant que celui du bien, et la fréquentation des *Contes de Grimm* me donna grande envie de faire la connaissance du Malin. J'avais beaucoup d'adversaires, surtout parmi mes camarades de classe, et l'idée qu'un démon tout dévoré à ma cause puisse venir les tirer par les pieds me plaisait beaucoup. J'entrepris en conséquence des manœuvres d'approche et m'aventurai une nuit jusqu'au fond du jardin de ma grand-mère où, après avoir frappé trois fois le sol du pied, mais trop mollement sans doute, je murmurais d'une voix blanche : « *Diable, viens !* »

VENDRE SON ÂME

Rien ne m'arriva, hormis une telle chair de poule que je n'osais plus, par la suite, reprendre l'expérience avortée. Puis la vie me mit en contact plus rapproché avec Satan. Aujourd'hui, je suis invité à me pencher sur des films de dixième ordre, où les forces du mal tiennent une grande place. Cette activité n'est pas sans charme. Pour guider mes lecteurs, j'étudie de près les programmes de chaînes pittoresques et le résumé de ce qu'on y voit confine souvent à la poésie : « *Une jeune fille kidnappée pour servir de cobaye lors d'expériences vampiriques. Les vrais coupables : des savants peu scrupuleux.* » Ou encore : « *Un savant teste sur lui-même la machine révolutionnaire qu'il vient d'inventer : il se transforme en créature meurtrière chargée d'électricité.* »

Pour les petites heures de la nuit, il existe des versions plus salaces. Je retiens *The Devil In Miss Jones*, parodie du célèbre *The Devil And Miss Jones*, classique américain signé Capra dans lequel le *tycoon* d'un magasin se déguise en employé pour découvrir pourquoi on ne l'aime pas. Dans la version porno, Miss Jones se suicide parce qu'une cruauté de la nature l'a frappée de frigidité. Lorsqu'elle arrive en enfer, Satan s'empresse de la guérir et la pare d'une frénétique nymphomanie. Je serais moi-même prêt à payer un certain prix pour qu'un tel châtiment frappât ma petite amie, trop souvent peu motivée. Hélas, je ne sais comment m'y prendre. Morale : de nos jours, vendre son âme au Diable n'exige qu'un peu de détermination. Tout le problème, c'est de décrocher un rendez-vous *



PRESSE

Sans peur Hersant reproche

En août dernier, *Bakchich* annonçait le débarquement imminent de Didier Pillet, patron du quotidien *la Provence*. Ce fut chose faite quelques jours plus tard, malgré un démenti énergique de l'intéressé. Aujourd'hui, le même Pillet assigne son ex-employeur, le groupe Hersant, propriétaire de *la Provence*, et lui réclame quelques menues indemnités. Rien de bon pour un groupe de presse en proie à de sérieuses difficultés financières. Difficultés dont Philippe Hersant, l'énigmatique capitaine du groupe, faisait état dès le 19 février 2010 dans un e-mail adressé à Didier Pillet. *Bakchich* rapporte ici ce morceau d'anthologie où Hersant exporcle sans rire : « *Vous vous êtes à nouveau autorisé à me faire dire et à déclarer que je voulais "des journaux de qualité". En aucun moment, je ne me suis exprimé ainsi. Et certainement pas pour vous permettre de tenter de vous exonérer de la recherche d'économies nouvelles qui vous a été demandée.* » Il poursuit : « *Il est vital que toutes les composantes du groupe, sans exception, améliorent leur rentabilité.* » Derrière le conflit humain couvaient donc depuis un moment les graves problèmes du groupe. Tout récemment, le 23 novembre, la Comareg, la filiale qui édite les journaux gratuits de Hersant Médias, a déposé le bilan. Une étape de plus vers la chute de l'empire qui ne voulait plus de « *journaux de qualité* » * S. P.



LE PIPOLE de la semaine

JEAN-LUC MANO, MERCENAIRE DE L'INFO



Quand Mme de Fontenay apparaît avec sa troupe, le plus difficile est, dans le lot de toutes ses belles, de désigner la plus jolie. Ce n'est pas pareil quand vous voulez choisir le type le plus oublié que vous ayez rencontré dans votre vie : là, Jean-Luc Mano s'impose. Hasard, c'est le regretté Saddam Hussein qui m'a permis de fréquenter ce Mano-là. Je me demande même si le raïs irakien n'a pas fait exprès d'envahir le Koweït pour faire venir Jean-Luc à Bagdad. Nous sommes en décembre 1989, la guerre du Golfe mijote depuis août, les soirées de Bagdad sont encore calmes et chaudes. Au cœur de la nuit, avant le premier muezzin, un type hurle à poil sur un balcon de l'hôtel Palestine : « *À mort Saddam !* » Un cri qui n'effraye que quelques chats.

CONFIDENT DE TONTON

Voisin de palier, je me précipite dans la chambre tapageuse. Le hurlant de la nuit se présente : « *Jean-Luc Mano.* » Suit une conversation au terme de laquelle le radical et néocolonial Mano met un point final : « *Ah ! Je vois, toi, t'es tiers-mondiste...* » Être qualifié de « tiers-mondiste » par un type qui, avant d'être un espoir du PC, a été un lycéen très enragé, ça épate. En 1972, à 16 ans, Jean-Luc est membre, à Paris, de l'Union nationale des comités d'action lycéens, une couveuse à trublions. En 1975, ayant miraculeusement échappé au trotskisme, Mano entre au PC et préside l'Unef. Il est encore de gauche. Mieux, il travaille comme journaliste à *l'Humanité*, où on le remarque vite pour la qualité de ses fautes d'orthographe.

Mitterrand au pouvoir, le PCF propose à Jean-Luc d'intégrer TF1, la télévision d'État, au titre du pluralisme. Mano devient correspondant de la chaîne à l'Élysée et le confident de Tonton. C'est lors d'un léger séjour au placard, donc nommé reporter, que je croise un Mano désemparé à Bagdad. Court placard puisqu'il est désigné chef du service politique de la Une.

TRAVERSÉE DU DÉSERT

Il passe à *Globe*, l'hebdo créé par Pierre Bergé afin d'encenser un peu plus son président. Lassé, il retourne à la télé comme directeur de la rédaction de France 2. En 1999, puisqu'il fait moins rire Chirac que Tonton, Jean-Luc entame une longue marche qui le conduit de *France-Soir* à BFM en passant par *VSD*, le *Nouvel Économiste*, RMC, i-Télé. Pour parler comme Christine Lagarde, Mano a fait 360 degrés : il est de droite.

Il a enfin compris que le journalisme, métier qui enjoint de « *réconforter les faibles et d'affliger les puissants* », n'est pas fait pour lui. Il devient « conseiller », d'abord « *là où il y a de la fraîche, en Afrique* ». On le voit cirer les bottines de l'excellent dictateur togolais contre, dit-on, 450 000 euros. Pourtant si, pour Mano, l'Afrique est riche, elle est sèche et lointaine. Il est plus simple de coraquer MAM, Albanel, Estrosi ou le Darcos de l'Éducation nationale, à Paris. Broutilles. Mano a enfin trouvé de l'or, celui d'Albert, le SAS de Monaco. Avec Mano comme ami, le prince n'a plus besoin d'ennemis *

JACQUES-MARIE BOURGET





MALAISE

QUAND LES FLICS PASSENT AUX AVEUX

Trois vidéos diffusées sur Internet donnent la parole à des policiers désabusés. Joli coup de pub pour mieux vendre le livre d'un ancien flic à paraître ? Pas seulement. Au-delà de cet effet marketing savamment préparé, le ras-le-bol croissant des flics de France, prêts à briser la loi du silence.

Au lendemain de la diffusion de ces films où des policiers confient leur mal-être, la réaction des autorités policières ne s'est pas fait attendre. Une enquête interne a aussitôt été lancée par la préfecture de Paris pour identifier les policiers-acteurs. Les syndicats, mis en cause, ont également vivement dénoncé le procédé. « C'est un viol du devoir de réserve, seuls les syndicats sont habilités à s'exprimer publiquement », fustige Mohamed Douhane, membre du bureau de Synergie officiers. « On ne peut pas laisser passer un tel dénigrement de l'institution, tout cela pour la promotion d'un type qui n'est plus dans la police mais qui veut continuer d'exister sur ce registre », complète Patrice Ribeiro, aussi de Synergie. Derrière ces vidéos se cache en effet Marc Louboutin, flic jusqu'en 2001, reconverti aujourd'hui en journaliste et photographe. Et qui, comme par hasard, publie, le 9 décembre, *Flic c'est pas du cinoche* (Éditions du Moment), un livre réalisé à partir de témoignages de policiers recueillis sur sa page Facebook intitulée « Blog de police ».

HIÉRARCHIE AGACÉE

À n'en pas douter, la parole estampillée « ancien flic » est en passe de devenir un créneau juteux pour les éditeurs. Il suffit de voir les 35 000 ventes d'*Omeria dans la police* (éd. Le Cherche Midi) de Sihem Souid, ex-fliquette à la police des frontières d'Orly recasée à la préfecture, les 10 000 ventes de *Police mon amour* (éd. Anne Carrière) de l'ex-lieutenante de police Bénédicte Desforges, ou le gros tirage du document *Il a détruit la police de proximité* (éd. Jean-Claude Gawsewitch) de Jean-Pierre Havrin, ex-directeur départemental de Toulouse viré par Nicolas Sarkozy en 2002. Il n'empêche, le coup de marketing de Marc Louboutin révèle le besoin de nombreux policiers d'exprimer le malaise qu'ils éprouvent dans leur métier. Et tant pis s'ils piétinent leur devoir de réserve. « Ils en ont tellement marre qu'ils sont prêts à prendre des risques », se défend Marc Louboutin. « Les policiers s'interrogent sur leur travail, de là à parler de malaise... » nuance Mohamed Douhane. En tout cas, les hommes en bleu n'ont jamais autant utilisé tous les moyens de communication modernes – Facebook, blogs et autres Twitter – au grand dam de leur hiérarchie, qui les abreuve de mémentos sur le sujet. Après une note publiée cet été émanant de la direction générale de la police nationale à propos de Facebook (voir Bakchich Hebdo n° 48), la direction interdépartementale



de sécurité de proximité de l'agglomération parisienne (Dispap) en remet une couche le 1^{er} septembre : « Les fonctionnaires de police peuvent s'exprimer librement dans les limites résultant de l'obligation de réserve à laquelle ils sont tenus (...). Le rappel de ces devoirs généraux paraît nécessaire au regard du comportement adopté par certains, notamment via des réseaux sociaux développés sur Internet. »

BRÈCHE POUR LA GAUCHE

Mais ces rappels à l'ordre ne servent à rien. La boîte de Pandore est ouverte. « Elle le sera tant que la direction ne prendra pas de sanctions lourdes, analyse un officier. Mais les autorités préfèrent minimiser le problème. Elles ne veulent pas créer des martyrs que l'opposition pourrait récupérer dans le but de nourrir son discours : "Sarkozy a échoué". »

C'est chose faite : Jean-Jacques Urvoas, le Monsieur Sécurité du Parti socialiste, qui témoigne d'ailleurs dans la vidéo de Marc Louboutin, s'est déjà engouffré dans la brèche. « Les réseaux sociaux et les vidéos constituent pour les policiers un vrai défouloir, affirme-t-il à Bakchich. Ils ont l'impression d'être mal aimés par la population. Et depuis la mort, en mars 2010, du brigadier Nérin en Seine-et-Marne, la police vit un vrai divorce avec Nicolas Sarkozy. » Jusqu'en 2012 ? *

PASCALE TOURNIER



L'éco expliquée à mon beauf...

C'est la criiiiiiiiise !

« Ils nous bassinent avec leur crise ! » Énév, mon beauf sort le Monde de vendredi – « L'Europe condamnée à la rigueur unique » – puis déploie le Journal du dimanche – « Crise financière : la France menacée ».

Je sens son irritation, il m'interroge : « Mais qu'est-ce qu'ils cherchent ? À nous faire peur ? » Bien vu !

Pour les partisans de la rigueur, type Fillon, on voit bien. La crise prouve qu'il n'y a plus d'alternative. Elle nous met au pied du mur. Selon ces partisans de la dictature des marchés, les manifestations ne servent à rien d'autre qu'à retarder davantage l'intervention du Samu ; elles fragilisent encore un peu plus le malade. On les entend dans leur loden suffisant nous dire : « Si vous n'aviez pas repoussé la réforme, les marchés auraient été rassurés et nous n'en serions pas là. » La crise a une vertu pédagogique bien plus grande que toutes les campagnes de communication. Le dernier discours de politique générale s'en

trouve légitimé : « Tous les efforts sont concentrés autour d'un choix politique que nous assumons : c'est le choix de la vertu budgétaire, au nom de notre indépendance, au nom des solidarités de demain. » Et voilà qu'aujourd'hui notre Premier ministre est touché par la grâce : le marché lui donne raison contre Sarkozy, qui refuse de prononcer le mot « rigueur ».

Mais la droite n'est pas la seule à vouloir nous apeurer.

Peur

À gauche, certains crient au loup pour mieux annoncer le sauveur. Gérard Collomb, le maire de Lyon, n'hésite pas : « Si on continue sur cette ligne, Dominique Strauss-Kahn reviendra en France... mais comme directeur du FMI, car nos finances seront sous contrôle. » Collomb est appuyé en ce sens par l'économiste Philippe Simonnot, qui, dans une fiction, affirme que DSK « va arriver en sauveur. C'est un économiste classique qui croit aux vertus d'un marché pur et dur. Il réserve quelques surprises... » Les sympathisants socialistes qui plébiscitent le directeur général du FMI n'en sont-ils pas conscients ? *

BERTRAND ROTHÉ

SANS PAPIERS
MAIS AVEC DES IDÉES

LES PETITES FABLES D'ANGELINA

Angelina chronique les grandes et les petites histoires du quotidien entre militance, humour et informations sérieuses.

Presque deux mois qu'ils squattent, pacifiquement, la Cité de l'immigration dans l'attente du récépissé qui leur avait été promis le 18 juin 2010. Tard dans la nuit, ils avaient levé le siège des marches de l'Opéra Bastille. Eux, ce sont les 6 804 travailleurs sans papiers en grève depuis plus d'un an. Des travailleurs qui cotisent pour la Sécurité sociale sans jamais tomber malade, qui paient aussi pour les retraites, qui s'acquittent de leurs impôts, mais qui se cachent. Une main-d'œuvre disponible, flexible, bon marché, soumise à des cadences infernales et travaillant dans des conditions de sécurité souvent minimales. Selon Francine Blanche, porte-parole de la CGT, « cette lutte aide à casser la descente infernale vers le bas que nous connaissons actuellement, la course au dumping social qui se pratique en Europe. Il faut un immense courage pour dire "stop !" Les métiers pénibles ne doivent pas être les plus mal considérés. Dans leur lutte, ces travailleurs aident tout le monde et contribuent à améliorer notre marché du travail. »

Depuis, le hall de la Cité de l'immigration, lieu hautement symbolique, s'est transformé en dortoir permanent. Il y a peu, la direction du musée a demandé aux grévistes de libérer, durant la journée, la grande salle dont les murs sont couverts de fresques à la gloire de la colonisation... Attendre. Les grévistes n'ont que cette arme pour défendre leur cause. De longues journées de désœuvrement, ou à monter des dossiers avec les syndicats et les associations qui les soutiennent. Attendre, toujours, le fameux récépissé qui leur permettra de circuler et travailler pendant trois mois. « Ce mouvement a des choses à nous apprendre, ne serait-ce que sur la détermination. C'est la première grève d'interimaires en France. Et il y a là-dedans une pépinière de militants syndicalistes. Ils ont appris à débattre, à constituer des dossiers, ils ont fait bouger l'opinion », affirme Antoinette Lorenzi, fondatrice d'un comité de soutien très actif à Montreuil (93). Sans papiers, voués à l'ombre et au silence, ces travailleurs se sont organisés pour parler. Cette si longue grève est le combat d'hommes debout, dignes. Non pas des victimes mais des héros *

Travailleurs

**Pour le Grenelle
des amis de la maison**

**UN TAPIS DANS
CHAQUE FOYER !**

**SOUS LES PAVÉS
LA MOQUETTE**

BADIET le Grand magasin
du tapis et de la moquette
800 tapis exposés sur 3 niveaux
toutes les grandes marques de moquette

94, bd de Grenelle 75015 PARIS
01 53 95 25 00

AMBASSADE

L'IMPÉRIALISME AMÉRICAIN À PARIS

L'ambassadeur américain à Paris a reçu la bénédiction de la justice française pour outrepasser le plan local d'urbanisme qui l'empêchait de construire sur le parc de son hôtel particulier.

Charles Rivkin habite une résidence cossue du VIII^e arrondissement de Paris, l'hôtel de Pontalba, qui s'étend de la rue du Faubourg-Saint-Honoré à l'avenue Gabriel. Depuis l'année dernière, Son Excellence rêve de construire un parking et, pourquoi pas, un immeuble d'habitation dans son joli parc. Il souhaiterait même agrandir son ambassade.

RÉSIDENCE CHÉRIE

Le hic ? Le parc de l'ambassade a été classé, en 2006, espace vert protégé et espace à végétaliser dans le plan local d'urbanisme (PLU) de Paris. Il est donc inconstructible. Qu'à cela ne tienne, le diplomate, quand il ne tacle pas Sarko dans les câbles qu'il envoie à Washington, demande à Bertrand Delanoë d'abroger les dispositions d'urbanisme concernant sa résidence chérie. Mais comme la mairie refuse de saisir le conseil municipal de sa requête, Charles Rivkin porte l'affaire en justice.

Bien lui en prend ! Au nom de son pays, le diplomate obtient, le 8 juillet, gain de cause. Le juge a estimé que la Ville de Paris est obligée de prendre en compte la demande d'abrogation du PLU, et a condamné cette dernière à verser 1500 euros aux États-Unis. Il y aurait eu « atteinte disproportionnée au droit de propriété » de l'Oncle Sam ! D'après les documents consultés par *Bakchich*, le service territorial de l'architecture et du patrimoine de Paris a jugé cette décision « assez étonnante »...

Pour le moment, aucun permis de construire n'a été enregistré. Selon Laurent Jeannin-Naltet, vice-président du comité d'aménagement et d'animation du VIII^e arrondissement, il n'y a « rien de nouveau, ce ne serait pas la première fois que le PLU » fait l'objet de petits aménagements pour les amis. Déjà l'année dernière, comme *Bakchich* l'avait narré, des associations de riverains avaient dénoncé le deal qui avait permis à LVMH d'enfreindre les règles du PLU pour la réhabilitation de la Sama-

ritaine. Toujours en 2009, Charles Rivkin avait déposé une demande préalable pour l'abattage d'un marronnier dans le parc de l'ambassade américaine. Histoire d'enraciner un projet de parking végétalisé ? ✱

CHLOÉ DEMOULIN



↑ Charles Rivkin, l'ambassadeur US à Paris.

PILLAGE

DROITS D'AUTEUR, CHERCHEZ L'ERREUR

Le Centre français d'exploitation du droit de la copie (CFC) est une institution peu connue. Agréée par le ministère de la Culture, elle est pourtant la seule société chargée de « faire respecter efficacement les droits des auteurs et des éditeurs en matière de reproduction papier ou numérique ». En ces temps de libre circulation numérique, voilà une œuvre salubre. Toutefois, un joli raté, passé plutôt inaperçu, est venu ternir les déclarations d'intention de cette belle maison.

SOCIÉTÉS CONDAMNÉES

Un chercheur du nom de David Forest, fort marri de voir certains de ses articles mis en vente sans son autorisation sur les sites Chapitre.com et Inistdiffusion.fr, une filiale du CNRS, a porté l'affaire en justice. Patatras, en juillet,

le CFC et Inist Diffusion ont été condamnés pour contre-façon de droits d'auteur. Plutôt cocasse pour une boîte censée lutter contre le « photocopillage ». Dans son jugement, dont *Bakchich* a obtenu copie, le tribunal de grande instance de Paris insiste sur le fait que le législateur a fait la distinction entre « le droit de reproduction à titre gracieux et celui qui ne l'est pas ». Nuance importante qui avait échappé aux sociétés mises en cause. Depuis, et à la demande de la justice, les articles en question ont été retirés de la vente. Le CFC et Inist Diffusion ont été condamnés à payer 5000 euros chacun à leur auteur du fait de l'atteinte portée à ses droits patrimoniaux. Face à un tel camouflet, les deux entreprises ont décidé de faire appel. À la communauté des chercheurs ? ✱

CREUZON LINFAUT

Mot à Mot

SILENCE [silās].

n. m. ... on contourne !

V'là l'Irlande qui plonge. Il paraît qu'elle a creusé sa tombe « grâce » au savoir-faire incomparable de ses banques : tenez-vous bien, elles investissaient dans l'immobilier et recrutèrent leurs dirigeants dans la *gentry* locale au lieu d'embaucher des pros. Bref, comme en Espagne, les banques ont filé à des smicards des emprunts à 100 % du bien acheté, sur cinquante ans – du déjà-vu. Comme en France, leurs conseils d'administration puent les rallyes à courre de Sologne – encore du déjà-vu. Et ainsi de suite...

Mais de cela, qui en parlait hier ? Vous avez oublié la célébration lyrique du « miracle irlandais » par les Madelin, Novelli, et même Sarkozy, qui préparait à l'époque son CAP de libéralisme avancé ? Dans la presse spécialisée, pas un mot de désapprobation sur ces audaces bancaires, pas une mise en garde contre une bulle immobilière gratinée, rien que des éloges pour avoir fait un dumping fiscal putassier et libéré la créativité de petits cons cyniques avec de belles bretelles et un ordinateur tout neuf ! Aujourd'hui, même *le Monde* flingue pleine page tout ce bouzin irlandais en sous-titrant « Clientélisme, renvoi d'ascenseur et magouilles ». On se croirait à Neuilly...

De deux choses l'une : ou les « économistes » sont des imposteurs dangereux, ou bien ils ont été complices, en taisant les menaces, de ce désastre qui devient, tout à coup, « la faute de l'Irlande », et pas celle de la bande d'escrocs, banquiers ou politiques qui ont coulé le bateau. Un silence qui, aujourd'hui, leur permet d'être enrichis, anonymes et nullement inquiétés. En tout cas, l'Irlande ne périt pas d'avoir eu trop de fonctionnaires. En France, 10 % de la population possède 50 % du patrimoine et 80 % de ses revenus. De plus, une bulle immobilière énorme grandit à Paris. Le concours de silence est ouvert sur ces dossiers. À vos plumes ! ✱

JACQUES GAILLARD



ON NOUS PREND POUR DES COUILLONS

ÉCOLO FAÇON NICOLINO

Auteur, entre autres, d'un ouvrage sur les pesticides, Fabrice Nicolino tient un blog sans concessions sur l'environnement, Planète sans visa.

Oh, je vous conseille 100 fois Bruno Le Maire, notre ministre de l'Agriculture. Et non pas pour ces quelques mots publiés dans l'un de ses livres : « Quand je me laissais envahir par la chaleur du bain, la lumière de la lagune qui venait flotter sur les glaces de la porte, le savon de thé vert, et la main de Pauline qui me caressait doucement le sexe. » (*Le Ministre*, Grasset, 2004)

À la vérité, il y a mieux. Dans un entretien à *Libération* le 25 novembre, Le Maire montre, s'il en était besoin, ce qu'est un ministre de l'Agriculture : un vulgaire lobbyiste. Ainsi sur le sujet de la pêche industrielle, qui est en train de tuer un poisson mythique de notre mythique Méditerranée : le thon rouge. Le Maire, alors que la France continue de défendre une poignée de patrons-pêcheurs prospères : « Si on va trop vite, on va mettre à la casse des bateaux de pêche, on va perdre des emplois – 1000 emplois sont concernés. » Sur l'agriculture industrielle, qui a empoisonné de pesticides toutes les rivières, les côtes, les sols, les aliments, l'air, on applaudit derechef : « Mais n'oublions pas que l'agriculture la plus propre au monde, si on parle des grands pays agricoles, c'est l'agriculture européenne. »

Sur l'agriculture bio, on hésite entre le rire et le rire : « Je suis prêt à soutenir

le bio, et je rappelle que j'ai maintenu l'intégralité des crédits pour le soutien au bio sur 2011, après les avoir augmentés en 2010. » On me permettra de dire à monsieur le ministre qu'il nous prend pour de gentils couillons. Le si fameux Grenelle de l'environnement avait promis de faire passer la surface agricole utile du bio en France d'un peu plus de 2 % à 6 % en 2012.

Bio

Nous étions alors en 2007, et le boss de Bruno Le Maire, Sarkozy, parlait de « New Deal » écologique, de « révolution » sans précédent. Nous approchons de 2011 et la France n'atteint pas les 2,5 % de surfaces cultivées bio sur son territoire. Autrement dit, il ne reste qu'un an pour faire plus que doubler ce qui existe. Autrement dit, cela ne se fera pas.

On peut en revanche être certain d'une chose : le nombre de paysans va continuer de baisser. Certains syndicats parient sur une disparition de 30 % d'entre eux en seulement deux ans. Au profit des tracteurs et des pesticides. Le Maire, expert en novlangue : « Il n'y a pas d'agriculteurs forts sans une industrie forte. Et il n'y a pas d'industrie agroalimentaire qui puisse vivre sans que les paysans soient correctement rémunérés. »

Aucun doute : il sera tôt ou tard Premier ministre, voire pire ✱

Toutes les vidéos de BAKCHICH sont sur www.bakchich.tv

ABONNEZ-VOUS GAIEMENT

Nom

Prénom

Adresse

Code postal Ville

E-mail

JE M'ABONNE POUR UN AN :

Hebdo : 50€ ☐

Hebdo + Web : 80€ ☐

Hebdo + Web + digital : 100€ ☐

JE M'ABONNE POUR TROIS MOIS :

Hebdo : 15€ ☐

Hebdo + Web : 30€ ☐

Hebdo + Web + digital : 40€ ☐

Par chèque bancaire à l'ordre du GROUPE BAKCHICH

Pour tout abonnement hors France métropolitaine :
Service abonnements Bakchich • hmerabet@ame-press.com

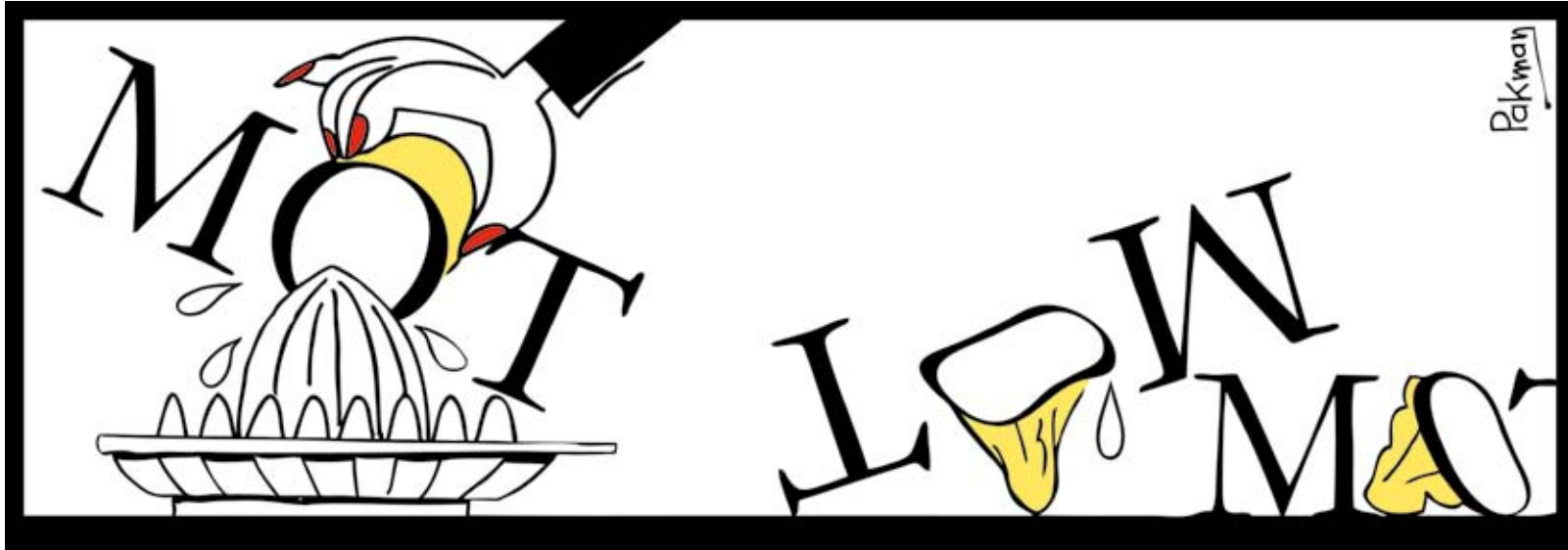
MERCI DE RETOURNER CE BON COMPLÉTÉ À :

Bakchich abonnements-AME 4 rue de Jarente 75004 Paris



ESSAI Mara Goyet, à qui l'on doit notamment *Collèges de France*, a pondu un petit livre rigolo et surprenant sur les mots et les choses parfois stupides, souvent cocasses, qui peuplent notre très moderne quotidien. Un livre à ne pas mettre entre toutes les mains...

Les NON-SENS de la formule



Pour qui recherche le bouquet final, les rayons des libraires recèlent encore de jolies fleurs, même par temps de gel. Mara Goyet sort un bouquin rare qui, pour parler comme elle, n'est pas à mettre entre les mains des cons. Résumé de quelques chapitres.

« RELOOKER », « IMPACTER »...

PowerPoint. Cet outil permet aux « formateurs » de projeter des lettres ou des images de taille géante. Voici cette lanterne magique de la modernité vue par notre auteur : « Pour la joie d'écrire en énorme quatre mots à la con sur un mur qui, par magie,

semblent lourds de sens. Le procédé est incroyable : un écran projette des mots, cons, qu'un con lit simultanément, dans une orgie tautologique sans pareille... C'est le tag existentiel de nos néants organisés. »

Casque de pointe. « Les casques audio sont aujourd'hui obèses... Plus il est énorme, plus il laisse penser que la musique écoutée est bonne. Écouter fort, c'est écouter beau. »

Gilet fluo. « C'est l'uniforme démocratique (de l'égoutier à Lagerfeld, toujours le même gilet) de l'homme en sursis, de l'homme nu, de l'être pour la mort... Nous sommes tous des cibles précaires. »

Relooker. « Vous savez, épreuve ultime, que les pompes funèbres,

les thanatopracteurs vont dans un dernier outrage vous relooker façon macabre. Il n'y a plus d'issue. »

Rectangle. « Il y aurait une étude à faire sur l'omniprésence des lunettes rectangulaires. À un footballeur, elles donnent l'air intellectuel. À un homme de 50 ans, l'air fidèle. À la déprimée, l'air combatif. »

Capsule. « Il y a fort à parier que le succès du café en capsule repose sur la capsule elle-même. »

Directions. « Le panneau qui permet de traverser le boulevard du Montparnasse a des beautés inédites. Sans doute a-t-il été conçu par Maurice Béjart, tant il est chorégraphique : un pas, je tourne la tête à gauche, voitures, pause, deux pas, je tourne la

tête à droite, bus et taxi, pause sur le terre-plein, tête à gauche, bus en vue, pause, passe le bus, deux pas, tête à droite, voitures au loin, pas, pas, trottoir atteint. »

Gourmand. « La gourmandise du monde, stade ultime du capitalisme. »

Impacter. « Des mots ou des expressions qui donnent l'air intelligent ont été forgés pour le commun des mortels dans un souci de démocratisation tout à fait louable. »

T9. Le langage des téléphones portables. « Écrivez "sublime", "Staline" apparaît sur le petit écran. »

Bouger les lignes. « C'est changer sa communication plutôt que l'ordre du monde. »

Ad hominem. « Ce type d'attaque n'est pas sans rappeler la presse des années 30... Dites que Besson a des yeux de fouine, qu'Aubry est un petit pot à tabac, et vous voilà dans l'anti-chambre du commissariat aux questions juives. »

Déraper. « Si parler vrai c'est déraper, où va-t-on ? »

« **Poor Guy** ». « Nicolas Sarkozy a tué Guy Môquet. » Noyé dans un tonneau de parfum Enrico et Mireille, le 7 mai 2007 à la Concorde.

DRÔLE ET PERTINENT

Mara Goyet est comme les pistaches à l'heure de l'apéro, difficile de s'arrêter avant de toucher le fond du bol. Son bouquin est drôle et pertinent, surprenant. Un exploit pour cette jeune intellectuelle qui, dans sa carrière, est pourtant cornaquée par deux des plus solides enclumes de la profession : Pierre Nora et Marcel Gauchet, ce dernier qui tient d'une gauche chrétienne et douloureuse – delorosa – façon Delors. Comme Gracq, Mara est géographe, ce qui démontre que cette discipline mène à tout si l'on joue la bonne carte. Un léger reproche : on sent dans ses *Formules* que Mara, n'a tout au plus, dans sa vie, souffert que d'un quatre-heures sauté à l'âge du CP... Elle le montre quand elle se fout du prolo qui « *habite Asnières* » alors qu'il en rêve, lui qui est assigné à Grigny ✱

JACQUES-MARIE BOURGET

Formules enrichies, par Mara Goyet, éd. Flammarion, 141 pages, 12 euros.

BOUQUIN

LES RUES SONT LEURS TABLEAUX

Leur truc à eux, faire le mur. Artistiquement. À coups de bombes de peinture pour mieux s'évader d'une culture qui dort au chaud, dans les musées ou au ciné. Les éditeurs Critères ont fait paraître une dizaine de petits bouquins des œuvres de ces artistes urbains spécialisés dans le graffiti, les tags, les pochoirs, la photo ou le dessin. Avec des noms, ça tombe sous le sens, à coucher dehors : Speedy Graphito, C215 ou Jef Aérosol. L'un s'inspire de la BD et de nos souvenirs d'enfants. Le second s'exprime sur les façades d'immeuble, les ponts ou les citernes d'essence.

Et le dernier s'imprègne de l'univers rock des années 70 ou 80 pour égayer nos façades. Ces veilleurs de nuit se biturent au bitume. Enivrés des pavés et du ramdam du macadam. Qu'ils colorent pour nous autres, piteux piétons. Pour les aider, une seule solution. Achetez la compilation de leurs humbles travaux. À peine 10 euros. Pour cette ultime promesse, qu'ils ne nous laissent pas béton ✱

LOUIS CABANES



Opus Délits, une collection éditée par Critères, 10 euros.

© JEF AÉROSOL / Critères.





AU DOIGT ET À L'ŒIL

DSK SQUATTE LES LIBRAIRIES

La candidature de Dominique Strauss-Kahn aux primaires socialistes se préciserait-elle ? En tout cas, une nouvelle avalanche de livres sur le directeur du Fonds monétaire international va débouler au début de 2011. Le coup d'envoi est donné au Seuil par *l'Argentier du monde, DSK à Washington* de Stéphanie Antoine, qui squattera les librairies le 3 février. La journaliste de France 24 a rencontré DSK à plusieurs reprises ainsi que des membres de son entourage. Bref, cela sent plutôt l'hagiographie que l'enquête à charge. Dans le même registre, Claude Askolovitch, chroniqueur au JDD, s'attelle à un projet pour Grasset, dont la date de sortie serait conditionnée par la décision du « pacha de Washington ». Une biographie politique signée par Michel Taubmann aux Éditions du Moment serait aussi dans les cartons.

LIVRE SANS CONCESSIONS

Et puis il y a *DSK, l'anticandidat* (éd. Hugo et compagnie) de Jean-Pierre Gonguet. Le journaliste de la lettre confidentielle *le Pli* s'est intéressé au rapport qu'entretient DSK avec le pouvoir et le désir. Un livre apparemment sans concessions. « *C'est un homme qui a besoin d'argent, de pouvoir et qui vit pour cela, explique le texte de promotion (...). C'est un indécis mal entouré en politique parce qu'il ne comprend pas la politique (...). Bref, un anticandidat que nous ne verrons jamais à l'Élysée.* » Annoncé pour mars, le projet n'a pas l'air de plaire au cercle des communicants de Strauss-Kahn. Après plusieurs coups de fil entre l'auteur et l'un des membres d'Euro RSCG, une rencontre a eu lieu au Café de Flore, le 17 février. La discussion aurait vite pris, selon Gonguet, un tour menaçant : « *"On ne vous aidera pas, m'a-t-on dit. Si vous écrivez des bêtises, vous aurez de nos nouvelles."* Lors d'un coup de fil ultérieur, on s'est aussi insurgé sur le fait que je puisse me servir de leur nom pour contacter des gens par e-mail. Ce qui est faux. » À Euro RSCG, on nie l'opération de déstabilisation. De toute façon, DSK n'aurait pas le temps de participer à tous les projets. On préfère surtout parler du livre que prépare Anne Sinclair sur la vie de son grand-père, le galeriste Paul Rosenberg, marchand de Picasso dans les années 20. Cela n'aurait, bien sûr, rien à voir avec la présidentielle. ✱

PASCALE TOURNIER

FOUR LIONS Terroristes à mourir de rire

CINÉ Pour son premier long-métrage, l'humoriste britannique Chris Morris suit quatre terroristes très bas de plafond. Une comédie vraiment explosive. Interview.

Bakchich Hebdo : Quelle est la genèse de *Four Lions* ?

Chris Morris : Je lisais un article sur une bande de djihadistes qui voulaient faire exploser un navire de guerre américain à l'aide d'une embarcation remplie de bombes. À 3 heures du matin, leur bateau était tellement chargé d'explosifs qu'il a coulé. Je me suis dit : « *C'est marrant...* » J'ai continué mes recherches et je n'ai fait que trouver ce genre d'histoire. Des djihadistes canadiens veulent assassiner le Premier ministre mais oublient son nom. Ils mettent au point un détonateur radiocommandé pour se protéger de leurs explosifs, mais il ne fonctionne qu'à une distance de trois mètres ! Certains oublient comment fabriquer une bombe, un autre se fait passer pour un membre du MI5 pour tromper ses parents et partir s'entraîner au Pakistan... Il y avait de plus en plus d'histoires de ce genre et j'ai compris que ce n'était pas l'exception, mais plutôt la règle. Une cellule terroriste ressemble à une bande de crétins. Un petit groupe de gars qui préparent une guerre planétaire depuis leur cuisine. À ce sujet, j'ai découvert que les services secrets britanniques ont une théorie, celle de « la bande de mecs ».

C'EST QUI BEN LADEN ?

B. H. : Avez-vous mené des recherches sur les terroristes ?

C. M. : Pendant trois ans, mais pas seulement sur les terroristes. J'ai étudié l'histoire de l'islam, l'em-



pire islamique, l'islamisme radical, la communauté pakistanaise de Grande-Bretagne... J'ai parlé à des musulmans, à la police, à des agents secrets, à des experts, jusqu'à avoir une image claire avec une multiplicité de points de vue.

B. H. : Certaines scènes du film reproduisent-elles des faits réels ?

C. M. : C'était tentant, mais la réalité est presque trop ridicule. J'ai eu accès à des tonnes de bandes de conversations de djihadistes, enregistrées à leur insu dans leurs appartements. Et toutes leurs discussions tournent autour du film de la télé de la veille.

Ils s'appellent entre eux « *Hobbits* » et s'interpellent : « *Eh, mon frère Hobbit poilu !* » Ils débattent sans fin pour savoir qui de Johnny Depp ou de Ben Laden est le plus cool. Il y en avait même un qui ne savait pas qui est Ben Laden ! Ces échanges étaient vraiment bizarres et ressemblaient à des discussions d'étudiants défoncés.

CRISE DE FOI

B. H. : C'est peut-être le cas, non ?

C. M. : Non. J'ai demandé aux flics. Ils ne sont même pas défoncés. Il y en a un qui a fait une crise de foi. L'autre lui dit : « *Écoute ton cœur, la vérité est dans ton cœur.* » Et le

premier de répondre : « *Ce qu'il y a dans mon cœur, c'est le Seigneur des anneaux* » !

B. H. : Avec *Four Lions*, n'aviez-vous pas peur d'aller trop loin ?

C. M. : J'ai eu peur que le sujet soit trop gros et j'ai alors redoublé de travail. Mais je n'ai jamais eu peur d'aller trop loin. Dans le film, jamais on ne se moque de la mort, on la prend au sérieux. On ne se moque pas non plus des croyances. Et jamais je ne dis que le terrorisme est drôle, mais plutôt que les terroristes peuvent être marrants, si on les regarde sous un angle différent.

FILM TRÈS BIEN REÇU

B. H. : Peut-on rire de tout ?

C. M. : Oui. Et c'est encore plus drôle quand c'est embarrassant, salace, si vous savez que vous ne devriez pas en rire. On ne doit peut-être pas rire avec tout le monde. Si vous vous marrez aux mêmes blagues racistes que les néonazis, c'est que vous avez un problème.

B. H. : Comment *Four Lions* a-t-il été reçu en Grande-Bretagne ?

C. M. : À la télé, un journaliste a déclaré que c'était bien de rire, mais que rien ne valait la réalité. À côté de lui, il y avait un expert en terrorisme qui a répliqué : « *Je me suis marré car c'est exactement la vérité.* » J'ai présenté le film dans des projets où il y avait des centaines de musulmans et ils ont ri comme des bossus.

B. H. : Et aux États-Unis ?

C. M. : Le film a été très bien reçu à Sundance. J'avais plus peur à New York, mais on m'a dit : « *Écoutez, on a survécu au 11 septembre, envoyez-nous ce film !* » Au Texas, un des États les plus conservateurs du pays, les étudiants se sont précipités et ont adoré. Ça vous dit quoi ? ✱

MARC GODIN

Four Lions, de Chris Morris, Sortie en salles le 8 décembre.



COMPLÈTEMENT ENQUÊTE

LA ZAPPETTE DE BOURGET

Si je devais faire une comparaison agricole, je dirais que Benoît Duquesne est un diesel qui, du plan Marshall à la vache folle, n'a cessé de creuser le sillon. Je débloque mais j'adore Duquesne. Vous regardez des sottises à la télé puis, crac ! c'est la surprise de *Complément d'enquête*. Tout à coup, ça devient intéressant et sérieux, sans studio galactique ni débat pipé avec des experts en soldes. La semaine dernière, Duquesne nous a parlé des arnaqueurs à la santé. Pas de tous, pas de ceux du Mediator ou du vaccin H1N1. *Complément d'enquête* nous emmène dans les arrières-boutiques de quelques chamanes et gourous, de charlatans qui poussent sur la douleur, la misère et la mort

Chamane

comme les roses sur le fumier. Si vous avez loupé l'émission, je vous recommande la cession de rattrapage, sur Internet. Ah, le merveilleux M. Cheveau qui opère à mains nues à Nevers. Il a une table en bois blanc, ordinaire, mais réputée « *spéciale* ». C'est de son plateau qu'il tire des scalpels invisibles. Après, vas-y que je te fasse des marionnettes, que je tire le boyau imaginaire, la vertèbre pourrie que je jette dans une poubelle. Mais Mme Denise est contente, Cheveau lui a redonné « *80 % de vie* ». Que voulez-vous que je vous dise ? Le maître de Cheveau, c'est le bon Bataille. Pas Georges mais Jean-Marie, un « *biochirurgien* » de la plus belle espèce qui sévit à Paris. Là,

il a son académie où il apprend à des malheureux, souvent des chômeurs, comment vous ouvrir le cœur et les poumons sans rien couper ni même faire couler une goutte de sang. Bien sûr, puisqu'il s'agit de chirurgie, il faut cracher au bassinnet. Le stagiaire doit payer 2 537 euros la semaine, et il en faut des semaines avant d'être certifié docteur ès bêtises. Le service après-vente n'est pas assuré, l'une de ces diplômées est aujourd'hui assistante maternelle en Lozère. Belle région. Elle a sans doute oublié d'acheter le « *Spiritor* », une boîte ésotérique qui guide le geste du praticien. Dans cette triste histoire, on a pu voir une charmante gamine à la colonne vertébrale en zigzag, sauvée des sbires de Bataille par la vraie et bonne médecine, celle des CHU. En restant dans le bouffon, nous avons aussi eu la chance de voir apparaître André Santini, le maire d'Issy-les-Moulineaux. On se doutait qu'il cachait quelque chose, son amour pour le feng shui, une chinoiserie essentielle. Elle indique à Santini où il doit placer son lit. Et ses économies ? ✱

LA BAKCHICH TEAM

Directeur de la publication : Xavier Monnier
Directeur de la rédaction : Nicolas Beau
Conseiller éditorial : Jacques-Marie Bourget
Rédacteurs en chef : Cyril Da (Web), Pierre-Georges Grunenwald (édition)
Chroniqueurs : Alceste, Angelina, AC Ducoudray, Jacques Gaillard, Marc Godin, Doug Ireland, Dominique Jamet, Éric Laurent, Fabrice Nicolino, Jean-François Probst, Alain Riou, Paul Wermus
Maquette : Émilie Parrod, Marjorie Guigue, Victor Biscotte
Secrétariat de rédaction : Élodie Bui
Correction : Tatiana Weimer
Rédaction : Monsieur B, Sacha Bignon, Émile Borne, Louis Cabanes, Renaud Chenu, Éric de Saint-Léger, Lucie Delaporte, Anthony Lesme, Laurent Macabies, Simon Piel, Bertrand Rothé, Grégory Salomonovitch, Anaëlle Verzaux
Dessinateurs : Avoine, Bar, Baroug, Bauer, Besse, Decressac, Essi, Giemsi, Goubelle, Ray Clid, Khalid, Klub, Lacan, Large, Ludo, Magnat, Mor, Nardo, Noël, Oliv', Pakman, Pavel, PieR Gajewski, Presse Papier, Revenu, Roy, Soulié
Direction marketing et publicité : Patrice Gelobter

Groupe Bakchich, SAS au capital de 79413,10 euros
 • Siège social : 121, rue de Charonne 75011 Paris
 • Téléphone : 01.40.09.13.25

CPPAP : 1114 C 90017 • ISSN : 2104-7979 • Dépôt légal : à parution • Impression : Print France Offset

Direction des ventes : Thierry Maniguet/
 diffusion@bakchich.info
Publicité : pub@bakchich.info
 Tous les textes et dessins sont © Bakchich et/ou leurs auteurs respectifs.



LE CABAS de la semaine : 27,80 €

RÉGIS DE CLOSETS

Chaque semaine, **Bakchich** vous propose son cabas de sorties à Paris pour un budget maximal de 40 euros. Des spectacles à petit prix pour s'ouvrir les écouteilles. La liste des courses : Cali à La Flèche d'or, No one is Innocent au Trabendo, Sixun, sir Eliot Gardiner en répétition et Peter Brook en conférence...

1. MEMBROS (CONSERVATOIRE D'AULNAY-SOUS-BOIS)

6 €

Danse Véritable laboratoire des tendances en matière de hip-hop, le festival H²O convie chaque année une dizaine de chorégraphes qui bousculent les codes de la danse de rue. À suivre, Tais Vieira, fondatrice du collectif brésilien Membros qui saute le hip-hop de capoeira pour évoquer la prostitution, les centres de détention ou les violences faites aux femmes (le 8 à 20h30). Également à l'affiche (le 7 à l'Espace Jacques-Prévert), le chorégraphe Brahim Bouchelaghem qui met en scène une dizaine de champions de « battle » venus de Russie. Programme complet sur www.festival-h2o.com. Prix spécial **Bakchich** pour l'occasion : 6 euros au lieu de 12 les soirées des 7 et 8 en se présentant à l'accueil avec un exemplaire du journal!

Date : mardi 7 et mercredi 8 à 20h30
Adresse : 56, rue Auguste-Renoir, 93600 Aulnay-Sous-Bois (0148 68 80 65)



2. JOHN ELIOT GARDINER (CITÉ DE LA MUSIQUE)

0 €

Classique Véritable groupie de Bach, sir John Eliot Gardiner s'est lancé, il y a dix ans, dans l'enregistrement de l'intégrale des quelque 200 cantates du compositeur allemand (soit 51 disques au total!). Samedi, la Cité de la musique ouvre grates les portes d'une répétition du chef d'orchestre britannique, accompagné de ses fidèles English Baroque Soloists et Monteverdi Choir. Moment rare. En prime, masterclass publique (et gratuite aussi), le dimanche à 11 heures, à partir de préludes et fugues du compositeur...

Date : samedi 4 à 15 heures
Adresse : 221, avenue Jean-Jaurès, 75019 (0144 84 44 84)

3. NO ONE IS INNOCENT (TRABENDO)

0 €

Rock Le groupe pionnier du rock alternatif à la française est l'invité du festival Bring the Noise organisé par la radio Ouï FM. Les toujours révoltés quadras feront sonner quelques titres de leur nouvel album, annoncé en janvier prochain. Égale-

ment à l'affiche : le groupe Empyr, formés d'anciens membres de Kyo et de Pleymo. Concert gratuit et places à gagner sur www.ouïfm.fr/concours.

Date : lundi 6 à 20 heures

Adresse : 211, avenue Jean-Jaurès, 75019 (0142 0112 12)

4. SIXUN (STUDIO SFR)

0 €

Jazz Reformé en 2008 après dix ans d'absence, les *frenchy* papys du jazz fusion déroulent avec toujours autant d'énergie leur jazz métissé servi par les claviers de Jean-Pierre Como, la basse du Martiniquais Michel Alibo ou les percus du Français d'origine tamoule Stéphane Édouard. Stop ce jeudi rue Tronchet pour un set gratos qui réchauffe vieux standards et nouveaux titres aux rythmiques plus afros. Places à retirer la veille sur place.

Date : jeudi 9 à 20h30

Adresse : 9, rue Tronchet, 75008 (0143 12 75 00)

5. MYUNG-WHUN CHUNG (MUSÉE D'ORSAY)

550 €

Classique Pour s'offrir un apéro break assis par terre ou allongé dans la grande nef du Musée d'Orsay. Entre les œuvres de maîtres et avec, dans les oreilles, la *Symphonie fantastique* de Berlioz performée en direct par le Philharmonique de Radio France dirigé par Myung-Whun Chung. Cinq euros cinquante l'entrée. Pas mal.

Date : mardi 7 à partir de 19 heures

Adresse : 62, rue de Lille, 75007 (0140 49 48 14)

6. « LES ÉOLIENNES » (THÉÂTRE DU ROND-POINT)

0 €

Lecture À l'heure du casse-croûte, le Théâtre du Rond-Point propose régulièrement des lectures gratuites de pièces contemporaines en attente de planches. À ne pas rater ce mardi, le huis clos déjanté et étouffant écrit par Anne-Frédérique Rochat. La jeune dramaturge y brosse le portrait d'une famille en pleine implosion, entre une ado qui développe une phobie des éoliennes, une mère usée et un oncle adepte du travestissement. Ambiance...

Date : mardi 7 à 12h30

Adresse : 2 bis, avenue Franklin-D. Roosevelt, 75008 (0144 95 98 00)

7. CALI (LA FLÈCHE D'OR)

980 €

Variété Avant de s'offrir le Zénith en mai prochain, le chanteur corse étrenne les titres de son nouvel album

sur la scène, plus confidentielle, de la Flèche d'or ce mardi. Il y partage l'affiche avec le trio électro chic du moment, Jolie chérie, souvent comparé à Yelle ou Housse de racket. Le tout dans le cadre de la soirée tricolore organisée par le magazine *Serge*, publication à 100 % dédiée à la chanson française.

Date : mardi 7 à 19h30

Adresse : 102 bis, rue de Bagnolet, 75020 (0144 64 01 02)



8. « RENCONTRE AVEC DES HOMMES REMARQUABLES » (LA CINÉMATHEQUE FRANÇAISE)

650 €

Documentaire Pour redécouvrir ce film singulier et hypnotique réalisé en 1980 par Peter Brook avec Terence Stamp. Le metteur en scène de théâtre y retrace l'aventure de Gurdjieff, alors jeune homme, parti seul dans le désert de Gobi à la recherche d'un monastère perdu. Brook filme l'aventure intérieure et l'initiation mystique de celui qui deviendra l'une des figures de l'ésotérisme du XX^e siècle. Présence annoncée de sir Peter *himself* pour présenter les projets.

Date : lundi 6 à 20h30 et 22h15

Adresse : 51, rue de Bercy, 75012 (0144 75 42 75)

9. « LES SIRÈNES DE BAGDAD » (CENTRE WALLONIE BRUXELLES)

0 €

Théâtre Pour pister les Benoît Poelvoorde et Émilie Duquenne de demain. Le centre culturel wallon ouvre sa scène à deux des plus prestigieuses écoles de théâtre du plat pays. Les poulains du conservatoire royal de Mons jouent *les Sirènes de Bagdad*, adaptation du roman de Yasmina Khadra sur la plongée d'un jeune Bédouin irakien dans le terrorisme (19 heures). Les apprentis du conservatoire de Liège promettent, quant à eux, un *Ramdam collectif* burlesque avec parodies de vidéos YouTube et de séances de télémarketing... (21 heures).

Date : mardi 7 à 19 heures et 21 heures

Adresse : 46, rue Quincampoix, 75004 (0153 0196 96) *

En régions

10. BONUS CABAS. IL N'Y A PAS QUE PARIS POUR FAIRE LE PLEIN DE SORTIES !

À Aix-en-Provence, avec l'un des groupes habitués de la scène pop marseillaise, Kid Francescoli, et ses mélodies épurées chantées en français et en italien. Gratuit sur la scène du Seconde nature (27 bis, rue du 11-Novembre) à 19h30.

À Toulouse, vendredi aussi, avec le chanteur de blues londonien Son of a Dave, véritable one-man-band armé d'harmonicas et d'un talent de *beatbox* impressionnant... À 20h30 au Bikini (54, chemin des Étroits), pour 6 euros.

À Reims, pour sillonner le juteux Festival des scènes d'Europe. Et s'y arrêter samedi à 23h30 à la Comédie pour un concert du nouveau groupe électro local, Follow the Way to XO, qui prend la relève de Yuksek avec des mix qui travaillent de vieux standards de Radiohead ou Deus. Cinq euros l'entrée.

À Bègles, pour s'offrir quelques perles des courts-métrages d'animation humoristiques – de Bill Plympton au *Logorama* d'Hervé De Crécy, primé aux Oscars. Onze courts pour 4,50 euros mardi 7 à 18h30 au cinéma Le Festival (151, boulevard Albert-1^{er}). Programme complet du festival Nuits magiques sur www.lesnuitsmagiques.fr. Et

toutes les séances de 18 heures à 19h30 à 4,50 euros...

À Bordeaux, pour aller piocher dans le Festival de Cannes façon CNRS. L'austère instance scientifique squatte *all week-end* les théâtres Femina et Trianon, plus le Mégarama et l'UGC Ciné pour projeter comédies, thrillers ou drames ayant trait à la science. À pister, dimanche à 14 heures, le film inédit du réalisateur flamand Hans Van Nuffel, *Oxygène* (au Trianon), et à 19 heures, en avant-première, *Inhale*, thriller américain autour d'une maladie rare pulmonaire, avec Diane Kruger et Vincent Perez (au Femina). Cinq euros la place. Programme complet sur www.cnrs.fr/cine-mascience/ *



Théâtre de Nesle
8, rue de Nesle 75006 Paris
Métro : Pont-neuf ou Odéon

barbara
de L'Ecluse au Châtelet

Une femme qui chante...

Conçu et interprété par
Marie-Hélène FÉRY

Accompagnée au piano et à l'accordéon par
Roger POULY et Sergio TOMASSI

À PARTIR DU 5 OCTOBRE 2010
TOUS LES MARDIS À 21H

Réservation : 01 46 34 61 04
Magasins Fnac, Carrefour, Virgin et points de vente habituels

Aujourd'hui
Platine
artistik
BAKCHICH



HENRY POSNER III Le magicien du rail

DOUX DINGUE Ce richissime héritier américain s'amuse à acheter des compagnies ferroviaires dans le monde entier. Prochain joujou en vue ? Le fret de la SNCF.

De même que Poudlard a son Harry Potter, le monde sinistré du fret ferroviaire hexagonal possède son magicien. Il s'appelle Henry Posner III (prononcez « *the third* »), est américain et se sent investi du pouvoir extraordinaire de sauver la SNCF du marasme. Voilà presque deux ans que ce richissime excentrique « *fait le siège des pouvoirs publics et de la SNCF* », raconte un témoin. Son objectif : qu'on lui cède une partie de l'activité des wagons de marchandises. Secteur en pleine restructuration qui a paumé près de 1 milliard d'euros l'an passé.

YANKEE EXCENTRIQUE

L'histoire paraît totalement loufoque. Pourtant, à l'origine de l'arrivée de Posner sur les rails, il y a un sous-ministre des Transports, Dominique Bussereau. « *Bubusse* » – qui a quitté le gouvernement lors du dernier remaniement – est sans doute le seul à avoir pris l'excentrique yankee au sérieux. Rejeton d'une dynastie d'industriels milliardaires de Pittsburgh, Posner III a hérité d'une compagnie ferroviaire de fret dans l'Iowa. Depuis, il claque sa fortune personnelle en rachetant des bouts de lignes ici où là, en Estonie, au Guatemala, au Mozambique... Envoyés par le gouvernement pour copier les bonnes méthodes du business ferroviaire *made in USA*, ce sont d'anciens dirigeants de la SNCF qui ont visiblement dégoté Posner. Détail croustillant, le découvreur en chef, Jacques Chauvineau, père de la décentralisation des TER, est un ancien conseiller de Charles Fiterman, ministre communiste des Transports nommé en 1981... Avec ce Yankee, on va secouer le fret rongé par le syndicalisme ! En mars 2009, le gouvernement annonce ainsi la création d'une joint-venture entre RDC, la boîte de Posner,

la Caisse des dépôts et Réseau ferré de France. L'initiative est apparemment restée sans suite, mais, durant l'été 2009, la SNCF est priée d'ouvrir ses portes aux *boys* du sorcier. « *Trois types, dont un venu de l'autre bout de l'Afrique, ont épluché les comptes du fret* », narre-t-on. Deux coups de baguette magique plus tard, Posner déballe son plan de reprise. Le Harry Potter du rail réduit les coûts de l'activité du « wagon isolé » (activité sur mesure pour des quantités limitées) de « *132,016 millions d'euros* », diminue d'au moins 200 millions les pertes et augmente le business de 73 millions d'euros. Et tout ça doit retirer un million de camions par an des routes.



UN PEU NAÏF

L'envers de la formule est moins rigolo. Car, pour que la magie opère, l'État doit mettre au pot en recapitalisant la boîte et en subventionnant l'exploitation. Et si le miracle annoncé foire, tout sera à la charge du contribuable français. Quant aux cheminots repris, ils devront accepter de travailler de façon plus flexible. À défaut de voir s'ouvrir à lui les portes de l'Élysée, Henry Posner III rencontre à plusieurs reprises – et encore récemment – Guillaume Pepy, le PDG de la SNCF, qui l'accueille poliment. Et Pierre Blayau, le patron des marchandises, qui prend moins de gants pour l'envoyer paître. Heureusement, le capitaliste américain peut compter sur l'oreille attentive de Didier Le Reste, l'orthodoxe leader de la CGT Cheminots, qui s'est un peu payé sa fiole. « *You know, proclame-t-il dans Paris, M. Le Reste est beaucoup plus sensible à notre plan que les dirigeants de la SNCF.* » Un peu naïf, cet Harry Potter-là ! *

ÉMILE BORNE

VOTATION EN SUISSE



↑ Le 28 novembre, les Suisses ont voté pour l'expulsion automatique des criminels étrangers.



Che Cantona

C'est la lutte finale, Éric Cantona l'a dit ! Il faut faire la révolution, mais pas n'importe comment. À la suite d'un entretien avec le journal *Presse Océan*, Canto encourage la révolte des peuples sans armes, ni haine, ni violence. « *La révolution se fait par les banques*, explique-t-il. *Si 20 millions de gens retirent leur argent en même temps (...), le système s'écroule.* » Selon le Nouvelobs.com, la bonne idée fait des émules sur le Net. Plusieurs pages Facebook appellent aujourd'hui les citoyens à vider leurs comptes, le 6 décembre. Une stratégie « *à la Spaggiari* » qui compte déjà 12 000 participants.

Le pays de l'alcool

Le 8 novembre, dans la ville de Chongqing, rapporte Chinahush.com, des badauds ont retrouvé quatre jeunes diplômés ivres morts devant le siège d'une grande société locale. Tous sortaient d'un entretien d'embauche pour un poste de vendeur. Entretien au cours duquel ils ont dû impressionner leur futur patron en avalant le plus d'alcool possible ! À l'issue de la compétition, les postulants ont rampé hors du bâtiment, pour finalement s'assoupir en attendant qu'une ambulance vienne les chercher. L'histoire ne dit pas qui a eu le poste.

L'iPad antigay

La Toile tient le patron d'Apple, Steve Jobs, à l'œil. Et notamment les milliers d'applications iPad, difficilement contrôlées par sa société. Pour preuve, plusieurs centaines d'internautes ont réussi à faire interdire une application anti-gay et anti-avortement via une pétition sur le site Change.org. L'application, appelée « *Manhattan Declaration* », proposait un test de « *conscience chrétienne* » condamnant le mariage gay et le droit des femmes à disposer de leur corps. Rien de choquant pourtant pour les surveillants d'Apple qui, lors du lancement, ont jugé l'interface « *sans matière à reproches* ». Sans blague.

Scanners à vif

Newsweek ne supporte plus les scanners corporels des aéroports américains. En riposte, l'hebdo propose à ses lecteurs deux méthodes rigolotes destinées à déstabiliser l'adversaire. La première : porter un slip en tungstène. La matière floute le scanner et bloque les radiations. La seconde idée consiste à gémir de plaisir lorsqu'un douanier vous palpe. « *Offrez même votre numéro de téléphone* », suggère le journal. À vos risques et périls !

A. C. DUCOUDRAY

La bosse du poker

Votre gamin n'a pas la bosse des maths ? Inutile de le frapper, inscrivez-le plutôt à un club de poker. En Virginie, le principal d'un lycée a eu la fumeuse idée de transformer une de ses salles de classe en casino. Les lycéens y jouent au Texas hold'em, une variante du célèbre jeu de cartes censée favoriser l'assimilation des probabilités et des statistiques. Sur le Huffingtonpost.com, on apprend également qu'aux États-Unis l'idée n'est pas nouvelle. À Harvard, les étudiants en droit ont leur propre tripot destiné à observer les comportements humains dans une optique stratégique. Le poker, une machine à fabriquer des matheux machiavéliques.

Naziraniens

« *Hitler aime l'Iran* », voilà ce que l'on pouvait lire sur le site Internet Iran-nazi.ir, vitrine d'une « *association de nazis iraniens* ». Déniché par un journaliste des Observateurs.com, Alireza Amir Hajebi, le site existait depuis août et hébergeait 500 membres persuadés que « *les Perses au sang pur sont les véritables Aryens* ». Dans le pays, ces révélations ont provoqué un petit scandale puisque l'existence d'une telle page Web supposait une validation tacite des autorités iraniennes. Accusation rapidement démentie par le ministère de la Guidance islamique, qui a aussitôt bloqué les pages en question. Ça sentait le gaz.

Éditos suisses

Au lendemain du vote des Suisses en faveur du renvoi des criminels étrangers, les éditorialistes du pays tirent la sonnette d'alarme. Pour la *Tribune de Genève*, ce vote est un mauvais présage pour les élections fédérales de 2011. Chez le *Quotidien jurassien*, ce « *oui* » est « *un coup de semonce qui doit réveiller la classe politique helvétique* ». Remontés comme des coucous (suisses), les journalistes du *Temps* ajoutent que le « *populisme assomme la raison* », et ceux de la *Liberté* qu'il y a danger lorsque les « *discriminations sont érigées en règles fondamentales* ». Et vlan !

Pas de test, pas de Canada

Pour devenir citoyens canadiens, les immigrés doivent montrer patte blanche et passer un test de connaissance du pays. Sur 20 questionnaires, il faut répondre correctement à 75 % des questions en trente minutes. « *Une épreuve pour les nerfs* », rapporte le site du quotidien de Toronto, Thestar.com, pour qui ces exigences provoquent des taux d'échec record. Pour les juges de la citoyenneté qui reçoivent les candidats recalés, ce système est délirant. Au rythme de 150 000 tests par an, les tribunaux sont engorgés. Les autorités canadiennes sont obligées de revoir leur copie et autorisent déjà les candidats malheureux à repasser l'épreuve... *

A. C. DUCOUDRAY

Où trouver Bakchich Hebdo ?

Vous avez harcelé votre diffuseur, menacé les Relay ? Sans succès ? Pour toute réclamation ou information, contactez diffusion@bakchich.info